

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 419 du 13.01

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Dernières nouvelles de Gaza

Tiré a part

Gaza : Les leçons d'un carnage

Israël utilise les armes prohibées.

Israël utilise à Gaza de nouvelles armes, les" DIME"

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 Pierre Haski : La diplomatie et la guerre de Gaza, ou le ballet des hypocrites.

1-2 Mads Gilbert : C'est une guerre totale contre la population civile palestinienne".

1-3 Pourquoi Israël a-t-il agresse Gaza ? Un responsable de l'ONU répond.

1-4 René Naba « La Ligue arabe vivra aussi longtemps qu'elle pourra rendre service à ses créateurs, qu'elle servira de caution à la politique hégémonique occidentale contre le Monde arabe. »

1-5 KARIM LEBHOUR : «Le Hamas est le seul qui fait quelque chose».

1-6 Michel Chossudovsky : Guerre et gaz naturel : Invasion israélienne et gisements gaziers au large de Gaza.

1-7 Hobbes : L'administration Obama sera-t-elle sioniste ?.

1-8 Julien Salingue : [Offensive israélienne contre Gaza : une mise en perspective](#).

2 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

2-1 Arrêt de la guerre contre Gaza.

2-2 Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage.

2-3 Des réservistes israéliens mobilisés à Gaza.

3 Annexe

3-1 Boucha Kaicer: S'INFORMER ET INFORMER C'EST RÉSISTER

4 Pièce Jointe

4-1 Gaza.

Dernières nouvelles de Gaza

Mardi 13 Janvier 2009, 14h27 (heure de Paris)

Ce jour, une force spéciale est tombée dans une embuscade de la Résistance à l'est de la ville de Khan Younes.

Les soldats hurlaient après avoir été pris au piège

Ce jour, la Résistance a pris en cible, durant 1h 40, un contingent ennemi qui tentait d'envahir l'est de Khouza'a à Khan Younes. On dénombre plusieurs tués parmi les soldats sionistes, sans compter leurs blessés

Ce jour, dans les secteurs de Tal Al islam et de Zaïtoun, l'ennemi vient de perdre 11 blindés et chars, lors d'une tentative d'incursion.

Chérif BOUDELAL

La résistance a annoncé aujourd'hui qu'elle a repoussé l'offensive autour de la ville de Gaza Nord, qu'elle a détruit trois chars, tué et blessé un nombre de soldats. Mais l'aviation israélienne se venge en bombardant sans interruption la ville et les faubourgs. Un habitant a téléphoné à Al Jazeera pour lancer un appel au monde afin qu'il intervienne pour arrêter le génocide. Il a dit que dans le quartier où il se trouvait, il y a une vingtaine d'immeubles qui ont été détruits par le bombardement sur leurs habitants, et les secouristes ne peuvent pas y accéder car l'aviation les bombarde aussi. Un ambulancier a téléphoné pour annoncer que son ambulance et son équipage a été la cible des tirs des chars alors qu'elle avait pris des blessés pour les emmener à l'hôpital. Les secouristes et les blessés sont toujours immobilisés car l'armée israélienne menace de les bombarder s'ils essaient de partir.

Chérif BOUDELAL

Lundi, le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, qui condamne Israël, [a appelé](#) « à la cessation immédiate des attaques militaires israéliennes à travers le Territoire palestinien occupé » et annoncé notamment l'envoi d'une mission chargée d'enquêter sur « les violations des droits de l'homme par Israël à Gaza ». Mais les propositions de paix avancées à ce jour par les puissances occidentales semblent viser pour l'essentiel à désarmer le Hamas, ignorant la disproportion des forces entre un Etat d'Israël doté de l'arme nucléaire et une population palestinienne ne disposant d'aucun moyen de défense.

Chérif BOUDELAL

Bilan des morts de l'offensive israélienne à Gaza, entrée dans sa 17^e journée,

Le dernier bilan de la guerre meurtrière d'Israël contre les populations de la bande de Gaza, donné par la chaîne de télévision Aljazeera ce mardi à 11 h, est de 935 morts (Parmi les morts, figurent 277 enfants, 95 femmes et 92 personnes âgées,)4.300 blessés recensés par les autorités médicales (le bilan est probablement beaucoup plus lourds car ceux qui sont ensevelis sous des millions de tonnes de décombres ne sont pas comptabilisés).

La Collaboration à son comble

- L'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Tunisie refusent de participer au sommet arabe proposé par Qatar

- Mahmoud Abbas rejette une demande proposant une plainte auprès de la Justice Internationale contre les dirigeants sionistes pour crimes de guerre

Abbas, le « président de l'autorité palestinienne » a refusé de porter plainte contre Israël pour ses crimes, comme lui ont demandé plusieurs syndicats des avocats palestiniens et arabes, et d'autres dans le monde ! « Le président » a certainement peur que les milliards que les USA et l'Union européenne lui ont promis seraient gelés s'il relève la tête et fait ce que son peuple lui demande !

Chérif BOUDELAL

Chérif BOUDELAL

Le Conseil de l'ONU des droits de l'Homme, basé à Genève, a condamné la barbarie israélienne. Ismaël Hénia, chef du gouvernement légitime, s'est adressé à la communauté internationale lui demandant de faire cesser le massacre du peuple palestinien. Par ailleurs, il a rassuré les Palestiniens et tous ceux qui les soutiennent dans cette épreuve, que la résistance est d'autant plus déterminée à mener le combat contre l'occupant jusqu'au bout. La résistance ne cessera de combattre et se défendre jusqu'à ce que Israël cesse de bombarder Gaza, accepte de lever le blocus, et que tous les passages soient ouverts pour offrir une vie décente au peuple palestinien.

Le Conseil de l'ONU des droits de l'Homme, basé à Genève, a condamné la barbarie israélienne contre le peuple palestinien de Gaza. Mais quelles sont les sanctions que l'ONU peut infliger à Israël ? Cette condamnation aura le même sort que les autres. Israël n'a jamais respecté aucune résolution de l'ONU, et n'a jamais été sanctionné pour cela. Pourquoi ? Parce que ceux qui ont le pouvoir à l'ONU le soutiennent (c'est le cas des USA) ou se taisent, et c'est le cas de l'UE. Par exemple, lors du vote 13 pays de l'Union européenne se sont abstenus, par « pudeur ». Ils n'ont pas voté contre car le cynisme serait flagrant, mais ils se sont abstenus pour ne pas fâcher Israël, car ses « anges gardiens » les tiennent par la gorge de l'intérieur même de leurs institutions.

Chérif BOUDELAL

La solidarité s'intensifie à travers le monde

Le ISM (mouvement de solidarité internationale) rapporte les informations suivantes : Aujourd'hui, nous avons reçu un appel du bateau de Free Gaza qui se dirige actuellement vers la Bande de Gaza avec à son bord des médecins, des fournitures médicales et de nombreux journalistes dont un journaliste de France 2 et un journaliste de RTL. L'armée israélienne a prévenu qu'elle considérerait comme « justifiée » l'utilisation de "tous les moyens disponibles" pour empêcher le bateau d'aide d'arriver à Gaza.

Les manifestations se poursuivent à travers le monde. Dimanche 11 janvier il y avait 100.000 manifestants à Bruxelles et des dizaines de milliers dans d'autres capitales de tous les pays du monde. A Londres, on a montré une grande manifestation à sa tête des rabbins antisionistes dont l'un d'entre eux a brûlé son passeport israélien. Les manifestants demandent à leurs gouvernements d'obliger Israël et à cesser le massacre, de le boycotter et de le sanctionner pour ses crimes. Beaucoup d'entre eux exigent de leurs gouvernements de rompre leurs relations diplomatiques avec Israël.

Les aides affluent de partout pour les habitants de Gaza, mais trouvent souvent les portes fermées ou ne peuvent pas entrer à Gaza à cause des bombardements sur la ville de Rafah (des policiers égyptiens ont été blessés par les éclats des bombes lâchées sur la ville de Rafah près des frontières avec l'Égypte). Un avion vénézuélien (le premier venu du continent américain) contenant 12.000 tonnes de médicaments et produits alimentaires s'est posé ce lundi en Égypte. 25 ambulances équipées sont entrées à Gaza ce lundi, avec à bord des secouristes et des médecins.

Chérif BOUDELAL

Mercredi 14 Janvier 2009, 06h05 (heure de Paris)

L'Armée Israélienne vient de déclarer que la guerre contre Gaza sera terminée en début de la semaine prochaine

La Résistance poursuit ses frappes contre l'envahisseur

La Résistance poursuit l'envahisseur partout où il se trouve et lui inflige de lourdes pertes

Durant les combats de Mardi à Mercredi, l'envahisseur a perdu au moins 12 nouveaux de ses soldats dans la région d'Attatera, suite à une opération martyre

En ce moment, de violents combats se déroulent aux alentours de Gaza-Ville et la Résistance est confiante

Chérif BOUDELAL

Tiré a part

Gaza : Les leçons d'un carnage

Quand Gaza se relèvera de ses ruines, avec qui votre Département compte-t-il parler ? Avec ceux qui ont trahi leur peuple à Ramallah et qui vous ont fourvoyée dans une « Initiative de Genève » qui fait la part belle à Israël, créant ainsi de nouvelles injustices pour les colonisés ? Où avec ceux qui ont acquis la confiance du peuple palestinien en résistant à l'occupant ?

Lettre ouverte à Mme Micheline Calmy-Rey

12 JANVIER 2009 |

Madame la Conseillère fédérale,

En ces jours terribles où les bombes israéliennes pleuvent sans discontinuer sur Gaza, en fauchant brutalement la vie de milliers d'hommes, de femmes, et d'enfants, en ces jours où la colère étouffe d'impuissance toute personne dotée d'un peu d'humanité, c'est une consolation pour les assiégés de savoir que partout dans le monde, des foules de gens sont descendues dans les rues pour dénoncer les crimes commis par Israël et également les propos de nombre de médias et de responsables politiques qui ont cherché - et cherchent encore - à cacher ou à minimiser la culpabilité criminelle d'Israël dans cet effroyable carnage.

« Qu'attend le Conseil fédéral pour rappeler son ambassadeur en Israël et expulser l'ambassadeur israélien en Suisse ? » [1] s'insurgeait à raison le parlementaire suisse Joseph Zisyadis, outré par les réactions timides des autorités de Berne, devant les milliers de personnes venues le 10 janvier manifester leur indignation contre les crimes commis par Israël.

M. Zisyadis parlait avec la sincérité et la peine de celui qui ne pouvait supporter que ces gens qu'il avait rencontrés il y a peu à Gaza, et appris à aimer et à estimer, se fassent si injustement massacrer. Au cours de ces dernières années, des journalistes, des traducteurs, des simples citoyens, respectueux de la vérité, ont fait tout leur possible pour dénoncer la gravité des persécutions infligées à la population captive de Gaza, sans cesse soumise par Israël à des punitions collectives, en violation du droit international ; et pour alerter leurs gouvernements et l'opinion publique au sujet des projets criminels que l'Etat Major israélien programait. Vous-même, et vos conseillers, ne pouviez ignorer qu'Israël préparait une opération militaire monstrueuse contre la population de Gaza ; vous ne pouviez ignorer qu'Israël programait une « solution finale » : il ne s'en cachait pas.

Le 27 décembre, au commencement de cette guerre cyniquement appelée « Plomb durci », et des terrifiants bombardements aériens qui visaient à traumatiser et paralyser la population dès le début de l'opération, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) savait parfaitement qu'Israël n'était pas une victime cherchant à se défendre contre le « terrorisme », mais un Etat agresseur déterminé à liquider un peuple qui n'a jamais cédé à sa domination coloniale. Le DFAE savait qu'Israël commettait là des crimes de guerre contre une population exsangue, épuisée, composée de 800'000 enfants que leurs parents, privés de tout, ne pouvaient pas protéger.

Madame, vous avez accepté l'honneur de conduire la politique étrangère de la Suisse. Cela implique des responsabilités. Acceptez donc que des citoyens bien informés vous interpellent au sujet des positions exprimées par Berne depuis le début de cette insupportable tragédie.

Le 27 décembre, au premier jour des bombardements qui avaient déjà emporté près de 300 vies et enregistré un millier de blessés, le DFAE a condamné « les tirs de roquettes » du Hamas, et condamné de manière symétrique « les réactions disproportionnées des forces armées israéliennes », en rappelant qu'« Israël a le droit de se défendre et de protéger sa population (...) dans le respect du droit humanitaire et selon le principe de la proportionnalité. » [2]

Cette symétrie est inacceptable à un double titre. Elle met l'attaquant, l'agression massive d'une armée d'occupation offensive, dotée des armes les plus dévastatrices, sur le même plan que les tentatives de ripostes d'un peuple occupé qui ne dispose ni d'une armée, ni d'un Etat, tout au plus de quelques roquettes artisanales. La timidité de cette réaction face à la violence de l'attaque israélienne et au nombre de victimes palestiniennes est fort choquante. Elle est très éloignée du courage qu'avait su montrer Anna Lindh, Ministre des Affaires étrangères de Suède, lorsqu'elle avait appelé, en avril 2002, l'Union européenne à rompre ses liens avec Israël en protestation contre les massacres perpétrés par Ariel Sharon en Cisjordanie.

En outre, le DFAE ne dit mot sur les responsabilités du non renouvellement de la trêve entre le Hamas et Israël, alors que ce dernier s'en sert pour camoufler en légitime défense le déclenchement de cette guerre unilatérale qui avait pour objectif de décapiter le Hamas.

Il ne dit mot sur le fait que le Hamas avait respecté ses engagements en s'abstenant de tirer des roquettes sur le sud d'Israël pendant cinq mois, alors qu'Israël, en refusant de lever le blocus de Gaza, ne les avait pas respectés. Il ne dit mot sur le fait que les tirs de roquettes du Hamas n'avaient repris qu'après qu'Israël ait, de son côté, violé la trêve, début novembre, en exécutant sommairement treize militants palestiniens [3].

Rester muet sur ce point capital du refus du Hamas à reconduire la trêve dans ces conditions, revient à faciliter la propagande militaire israélienne qui, relayée notamment par nos médias publics [4], fait porter au Hamas la responsabilité de l'agression.

Le 4 janvier, dans son communiqué [5], le DFAE a continué de maintenir cette trompeuse symétrie : « Le Département fédéral des affaires étrangères appelle instamment les parties au conflit à cesser immédiatement et de manière permanente les hostilités. Les tirs de roquettes du Hamas aussi bien que l'action militaire israélienne doivent prendre fin, afin de mettre un terme aux souffrances infligées à la population civile ».

Le 9 janvier, le communiqué du DFAE s'est certes alarmé du nombre de victimes civiles en appelant « à une enquête impartiale sur le respect du droit international humanitaire ». Mais ici encore, on a le pénible sentiment que le DFAE recule à désigner clairement la réalité. C'est le terme « incident » qui a été choisi pour qualifier le bombardement des écoles de l'UNWRA emplies de civils [6].

Pourquoi ne pas avoir, en pareille circonstance au moins, la rigueur d'appeler par leur nom les massacres de vieux, de femmes enceintes, et d'enfants jetés dans une guerre aussi atroce ; à savoir, tout simplement, « crimes de guerre » ?

Israël est-il intouchable ? Est-il au-dessus de la loi commune, même dans l'usage du vocabulaire ?

Gaza n'a jamais été une cause « humanitaire ». Gaza est l'incarnation d'une immense injustice qui attend depuis 40 ans une solution politique.

Quand nous vous avons entendue, Madame, qualifier de « situation humanitaire catastrophique » (Radio suisse romande, 8 janvier) cette catastrophe malheureusement réelle, nous aurions aimé que vous précisiez pour commencer qu'il s'agissait là d'une « catastrophe humanitaire » cyniquement planifiée sur le plan militaire à Tel Aviv ; qu'il s'agissait là de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, perpétrés par Israël, avec la complicité de la « communauté internationale ». Et que une pareille dérive ne pouvait plus être tolérée.

Tout cela a été documenté. Israël n'en était pas à son coup d'essai. Depuis 2005, ses bombardements aériens et ses « assassinats extrajudiciaires préventifs » se sont multipliés notamment à Gaza, ainsi que les meurtres de civils.

Pendant ce temps, le silence de la « communauté internationale » laissait le champ libre à Israël pour continuer de massacrer ces prétendus « fanatiques », ces « terroristes », ces « islamistes », que les porte-paroles du gouvernement israélien, formés pour mentir, se sont employés à déshumaniser dans le but de préparer l'opinion à leur détestation et à ce que, le moment venu, elle ne s'apitoie pas sur leur sort.

Les Palestiniens sont les victimes innocentes d'une guerre visant à liquider les autorités démocratiquement élues du Hamas et à leur substituer, par la force, l'« Autorité palestinienne » que la grande majorité du peuple palestinien rejette avec mépris ; une autorité dirigée par Mahmoud Abbas, qui n'est lui-même qu'une marionnette entre les mains d'Israël et des Etats-Unis.

La Suisse, devrait enfin cesser d'ajouter aux difficultés en continuant de soutenir une Initiative de paix, (les Accords de Genève) qui a été rejetée par toutes les factions palestiniennes dès 2003, hormis ces personnages discrédités aux yeux du peuple, tel Abbed Rabbo.

Il eut été plus utile de faire cesser la politique génocidaire d'Israël durant ces années où son armée enfermait cette population de Gaza et la déshumanisait pour la réduire dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, en la privant de nourriture, d'eau, d'électricité, de gaz, de mazout, de tout ce qui fait qu'une vie peut être une vie.

Toutes ces exactions n'auraient pas été possibles sans le soutien de l'Union européenne, des Etats-Unis, de l'« Autorité palestinienne » de Ramallah, mais aussi sans la passivité de la Suisse qui avait, par sa position de neutralité, un rôle important à jouer.

Le DFAE n'a pas protesté quand Tzipi Livni, Ehoud Barak et Ehoud Olmert, ont annoncé que leur armée se préparait à aller « *liquider le Hamas* », et que cela impliquerait de nombreuses victimes civiles.

Il ne suffit pas de verser quelques millions pour se donner bonne conscience et se confondre en déclarations convenues, après coup, quand le mal est fait et les survivants placés devant l'irréparable, traumatisés à jamais. Il ne suffit pas d'exiger la « *garantie de couloirs humanitaires* », sans autres, en sachant d'avance que le gouvernement israélien ordonne à ses armées de tirer, y compris sur les ambulanciers, les agents de l'ONU, les enfants, les écoles, sans aucune considération humaine ou de respect du droit humanitaire, comme cela s'est déjà vu par le passé.

Certes, le DFAE vient de soutenir la tenue, à Genève, d'une réunion extraordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur la question de Gaza. Mais il faudrait aller plus loin ; il faudrait avoir le courage de dire sans faux fuyants que l'Etat d'Israël n'est pas au-dessus du droit international et que, tant qu'il continuera à le violer, il doit être mis au ban des nations, comme l'Afrique du Sud durant l'apartheid.

Nous pensons que votre diplomatie s'est longtemps fourvoyée en s'obstinant à soutenir les « architectes » douteux d'une « Initiative de Genève » morte née qui, de surcroit, n'apporterait pas la justice aux Palestiniens car elle ignore l'injustice fondamentale, le noyau de la cause palestinienne, qui est le déni israélien du droit inaliénable des réfugiés palestiniens à retourner, comme tout autre réfugié dans le monde, sur les terres et dans les maisons dont ils ont été chassés.

Au lieu de soutenir financièrement les autorités de Ramallah, MM. Mahmoud Abbas, Salam Fayyad, Yasser Abed Rabbo, Saeb Erekat -dont Leila Shahid est la représentante générale auprès de l'Union européenne- et des ONG israéliennes et palestiniennes, dont un certain nombre font de la souffrance des Palestiniens leur fond de commerce, et ne font que l'aggraver, il serait plus opportun et utile d'engager vos bons offices pour contribuer à la réconciliation des forces politiques palestiniennes qu'Israël s'est employé à diviser.

En désaccord avec ce qu'affirme le communiqué du DFAE du 4 janvier, nous pensons que la colonisation de la Cisjordanie - poursuivie à marche forcée par Israël depuis de longues années derrière l'écran de fumée du prétendu « processus de paix » d'Oslo - a rendu aujourd'hui impossible la solution « *d'un Etat palestinien viable vivant côte à côte d'un Etat d'Israël internationalement reconnu* ».

Les militants palestiniens qui n'ont jamais trempé dans ces compromissions d'Oslo et de l'Initiative de Genève, pensent depuis longtemps que seule, la constitution d'un Etat démocratique où Palestiniens et Israéliens **partageraient des droits égaux**, après que les injustices historiques aient été corrigées et que les droits au retour des réfugiés aient été respectés, peut encore offrir une perspective de paix.

« *Israël est en train de tuer notre nation* » nous disait d'une voix brisée M. Abou Habel sous les bombes, le 27 décembre, depuis le camp de réfugiés de Jabaliah désormais pulvérisé, avant que son téléphone ne devienne définitivement muet.

Le premier objectif d'Israël a toujours été de liquider toute forme de résistance à son projet colonial fondé sur les massacres et la dépossession du peuple palestinien. Au moment où les Etats-Unis ont perdu toute crédibilité, le premier objectif de la France de Sarkozy - partagé *de facto* par bon nombre d'Etats européens et arabes - a été d'apporter son appui à Israël pour empêcher le parti du Hamas de gouverner et de devenir un modèle pour la région.

Or aujourd'hui – alors que l'« Autorité palestinienne » de Ramallah a renoncé à défendre les droits légitimes des Palestiniens et s'est lamentablement engagée dans une collaboration ouverte et de plus en plus intense avec l'occupant - l'esprit de résistance des Palestiniens s'est notamment incarnée dans le Hamas. Un mouvement enraciné dans cette population très pauvre, entassée depuis 1948 dans les camps de réfugiés après avoir été chassée de ses villes et villages par la force et la terreur par les colons juifs.

C'est cette résistance qu'Israël cherche à écraser définitivement en massacrant la population civile de Gaza et en utilisant Mahmoud Abbas comme suppléant pour réprimer les Palestiniens en Cisjordanie.

Il est temps que nos gouvernements se ravisent et comprennent que le Hamas représente aujourd'hui les aspirations d'un peuple qui se refuse à capituler, et que l'on ne peut le tenir à l'écart comme cela a été fait jusqu'ici.

Ce ne sont ni Abbas, ni tous ces notables palestiniens corrompus et ces représentants de l'OLP qui ont la légitimité de parler au nom des Palestiniens ; ce sont en premier lieu les dirigeants du Hamas issus des urnes, ostracisés, et que les gouvernements occidentaux s'obstinent à priver de toute capacité diplomatique.

Tant que les gouvernements européens se refuseront à appeler par leur nom les crimes d'Israël, et n'exerceront pas résolument des sanctions contraignantes sur cet Etat voyou pour qu'il mette un terme à ses exactions, tant qu'ils continueront à se plier à ses injonctions en diabolisant, sous le qualificatif de « terroristes », les représentants légitimes d'un peuple qui se dresse contre l'occupation, il n'y aura aucune solution à la tragédie et à l'injustice que les Palestiniens subissent depuis 60 ans, au vu et au su du monde.

Quant aux crimes qui se déroulent sous nos yeux, dans ce « ghetto », personne ne pourra dire demain que c'est « parce qu'il ne savait pas » qu'il ne les a pas qualifiés de crime de guerre, crime contre l'humanité avec intention de génocide.

C'est une question qui concerne tout le monde, par delà les orientations politiques et que notre gouvernement doit considérer comme telle.

C'est un évènement d'une gravité sans précédent !

Quel que soit leur bord politique, indignés par ces carnages, lassés par toutes les mascarades de paix qui, depuis 1991, ont fait suite au processus de Madrid, les citoyens du monde attendent des responsables politiques qu'ils cessent de se moquer des Palestiniens en ne leur offrant que des solutions qui les contraignent à accepter deux injustices : celle qui leur a été faite en 1948 quand l'Etat colonial est venu se bâtir sur leur terre après l'avoir « nettoyée ethniquement », et celle de 1967 où l'Etat colonial leur a volé de nouvelles terres.

Silvia Cattori

[1] Voir :

http://www.palestine-solidarite.org/discours.Josef_Zisyadis.100109.htm

[2] Voir :

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24700>

[3] Israël a assassiné cinq militants à Gaza le 4 novembre. Puis en a tué 7 autres ainsi qu'un paysan. Après ces deux attaques de l'armée israélienne, qui ont fait 13 morts en quelques jours, le 5 novembre la branche militaire du Hamas a déclaré que la trêve avait été rompue par Israël bien avant l'échéance du 19 décembre, et qu'il n'était pas tenu pour responsable.

Ces faits, systématiquement occultés par les principaux médias occidentaux, ont pourtant été relatés par de nombreux observateurs.

Dans un article publié le 10 janvier 2009, Norman Finkelstein les a résumés en ces termes :

« Le dossier est clair : Israël a brisé le cessez-le-feu (...). Ce n'est qu'à ce moment que le Hamas a riposté (...). Quant aux raisons, les choses sont aussi assez claires. Selon le quotidien Ha'aretz, le ministre de la Défense Ehoud Barak a commencé les plans de cette invasion, avant même que le cessez-le-feu ait commencé (...) les plans de l'invasion ont commencé [à être préparés] en mars. Et les principales raisons de l'invasion sont, je pense, de deux ordres. Premièrement, renforcer ce qu'Israël appelle sa capacité de dissuasion, ce qui signifie, dans la langue profane d'Israël, sa capacité à soumettre la région par la terreur. (...).

Et la deuxième raison principale de l'attaque était que le Hamas indiquait qu'il souhaitait un règlement diplomatique du conflit sur la base des frontières de Juin 1967. C'est-à-dire que le Hamas signalait qu'il avait rejoint le consensus international (...) dans la recherche d'un règlement diplomatique. Et, à ce moment-là, Israël s'est trouvé confronté à ce que les Israéliens appellent une offensive de paix palestinienne. Et pour vaincre cette offensive de paix, ils ont cherché à démanteler le Hamas.

Comme cela a été documenté par l'écrivain David Rose dans le numéro de Vanity Fair d'avril 2008, en se fondant sur des documents internes des États-Unis, ce sont les États-Unis, de mèche avec l'Autorité palestinienne et Israël, qui ont tenté un putsch contre le Hamas, et le Hamas a agi pour prévenir ce putsch. Cela aussi, n'est plus l'objet d'un débat, n'est plus un sujet de controverse. »

Le texte complet de cet article intitulé « The Facts about Hamas and the War on Gaza » est accessible sous le lien : <http://www.middle-east-online.com/english/?id=29692>

[4] Voir : « Les dérives de M. Rochebin », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 9 janvier 2009.

<http://www.silviacattori.net/article693.html>

[5] Voir :

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24720>

[6] Voir :

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24786>

Israël utilise les armes prohibées.

(Nous savons que les médias français ne montrent pas les images sur Gaza ou très peu et déforment souvent les informations, ceux qui n'ont pas accès aux chaînes TV étrangères qui couvrent cette agression d'une extrême barbarie, peuvent voir les images sur Internet - on n'a pas besoin de comprendre les langues utilisées car les images parlent d'elles-mêmes).

Israël continue ses bombardements en utilisant les bombes au phosphore blanc. Gaza a vécu la nuit de lundi à mardi la violence depuis le début de cette guerre. Les autorités médicales signalent que les bombes au phosphore brûlent la peau et la chair des blessés s'effrite. D'autres bombes contenant des produits non identifiés ne laissant pas de traces extérieures mais provoquant la mort des blessés. Selon les médecins les vaisseaux s'éclatent et leurs muscles se déchirent intérieurement, sans que les médecins puissent les localiser à temps. Il s'agirait des armes américaines expérimentées par les israéliens sur les Palestiniens !

Chérif BOUDELAL

Israël utilise à Gaza de nouvelles armes, les " DIME "

Des médecins occidentaux témoignent : Israël utilise à Gaza de nouvelles armes, les " DIME " (Dense Inert Metal Explosive).

"A 2 mètres, le corps est coupé en deux ; à 8 mètres, les jambes sont coupées, brûlées comme par des milliers de piqûres d'aiguilles. Il y a eu des cas semblables au Liban sud en 2006 et nous en avons vu à Gaza la même année, durant l'opération israélienne Pluie d'été . Des expériences sur des rats ont montré que ces particules qui restent dans le corps sont cancérigènes" ont déclaré ces médecins. "Ils n'ont aucune trace de métal dans le corps, mais des hémorragies internes étranges. Une matière brûle leurs vaisseaux et provoque la mort, nous ne pouvons rien faire", disent les chirurgiens palestiniens.

Voir l'article du Monde ci-dessous.

12/1/09

Al-Arish (Egypte), envoyée spéciale

"Des blessés d'un type nouveau - adultes et enfants dont les jambes ne sont plus que des trognons brûlés et sanguinolents - ont été montrés ces derniers jours par les télévisions arabes émettant de Gaza. Dimanche 11 janvier, ce sont deux médecins norvégiens, seuls occidentaux présents dans l'hôpital de la ville, qui en ont témoigné.

Les docteurs Mads Gilbert et Erik Fosse, qui interviennent dans la région depuis une vingtaine d'années avec l'organisation non gouvernementale (ONG) norvégienne Norwac, ont pu sortir du territoire la veille, avec quinze blessés graves, par la frontière avec l'Egypte. Non sans ultimes obstacles : "Il y a trois jours, notre convoi, pourtant mené par le Comité international de la Croix-Rouge, a dû rebrousser chemin avant d'arriver à Khan Younés, où des chars ont tiré pour nous stopper", ont-ils dit aux journalistes présents à Al-Arish.

Deux jours plus tard, le convoi est passé, mais les médecins, et l'ambassadeur de Norvège venu les accueillir, furent bloqués toute la nuit "pour des raisons bureaucratiques" à l'intérieur du terminal frontalier égyptien de Rafah, entrouvert pour des missions sanitaires seulement. Cette nuit-là, des vitres et un plafond du terminal furent cassés par le souffle d'une des bombes lâchées à proximité.

"A 2 mètres, le corps est coupé en deux ; à 8 mètres, les jambes sont coupées, brûlées

"A l'hôpital Al-Chifa, de Gaza, nous n'avons pas vu de brûlures au phosphore, ni de blessés par bombes à sous-munitions. Mais nous avons vu des victimes de ce que nous avons toutes les raisons de penser être le nouveau type d'armes, expérimenté par les militaires américains, connu sous l'acronyme DIME - pour Dense Inert Metal Explosive", ont déclaré les médecins.

Petites boules de carbone contenant un alliage de tungstène, cobalt, nickel ou fer, elles ont un énorme pouvoir d'explosion, mais qui se dissipe à 10 mètres. "A 2 mètres, le corps est coupé en deux ; à 8 mètres, les jambes sont coupées, brûlées comme par des milliers de piqûres d'aiguilles. Nous n'avons pas vu les corps disséqués, mais nous avons vu beaucoup d'amputés. Il y a eu des cas semblables au Liban sud en 2006 et nous en avons vu à Gaza la même année, durant l'opération israélienne Pluie d'été . Des expériences sur des rats ont montré que ces particules qui restent dans le corps sont cancérigènes", ont-ils expliqué.

Un médecin palestinien interrogé, dimanche, par Al-Jazira, a parlé de son impuissance dans ces cas : "Ils n'ont aucune trace de métal dans le corps, mais des hémorragies internes étranges. Une matière brûle leurs vaisseaux et provoque la mort, nous ne pouvons rien faire." Selon la première équipe de médecins arabes autorisée à entrer dans le territoire, arrivée vendredi par le sud à l'hôpital de Khan Younés, celui-ci a accueilli "des dizaines" de cas de ce type.

Les médecins norvégiens, eux, se sont trouvés obligés, ont-ils dit, de témoigner de ce qu'ils ont vu, en l'absence à Gaza de tout autre représentant du "monde occidental" - médecin ou journaliste : "Se peut-il que cette guerre soit le laboratoire des fabricants de mort ? Se peut-il qu'au XXIe siècle on puisse enfermer 1,5 million de personnes et en faire tout ce qu'on veut en les appelant terroristes ?"

Arrivés au quatrième jour de la guerre à l'hôpital Al-Chifa qu'ils ont connu avant et après le blocus, ils ont trouvé un bâtiment et de l'équipement "au bout du rouleau", un personnel déjà épuisé, des mourants partout. Le matériel qu'ils avaient préparé est resté bloqué au passage d'Erez.

"Quand cinquante blessés arrivent d'un coup aux urgences, le meilleur hôpital d'Oslo serait à la peine, racontent-ils. Ici, les bombes pouvaient tomber dix par minutes. Des vitres de l'hôpital ont été soufflées par la destruction de la mosquée voisine. Lors de certaines alertes, le personnel doit se réfugier dans les corridors. Leur courage est incroyable. Ils peuvent dormir deux à trois heures par jour. La plupart ont des victimes parmi leurs proches, ils entendent à la radio interne la litanie des nouveaux lieux attaqués, parfois là où se trouve leur famille, mais doivent rester travailler... Le matin de notre départ, en arrivant aux urgences, j'ai demandé comment s'était passée la nuit. Une infirmière a souri. Et puis a fondu en larmes."

A ce moment de son récit, la voix du docteur Gilbert vacille. "Vous voyez, se reprend-il en souriant calmement, moi aussi..."

Sophie Shihab

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Pierre Haski : La diplomatie et la guerre de Gaza, ou le ballet des hypocrites.

Quinze jours avant de quitter la Maison-Blanche avec la réputation d'avoir été le plus mauvais président des Etats-Unis de mémoire humaine, George Bush a donné lundi son blanc-seing à la poursuite de l'opération israélienne à Gaza. Dans le même temps, Nicolas Sarkozy effectuait une gesticulation diplomatique dont il a le secret et dont l'impact risque d'être plus fort sur les journaux de 20 heures en France que sur le déroulement du conflit.

Symbole de cette urgence à ne pas se presser, le Conseil de sécurité de l'ONU, vous savez ce "machin" à New York qui est censé garantir la paix dans le monde, qui s'est réuni lundi pour décider de se revoir... mercredi.

Même agitation stérile dans cet autre grand cénacle de la sagesse internationale: la Ligue arabe. Surtout ne pas se presser, le rythme de la diplomatie n'est pas celui des F-16.

Les Gazaouites seuls au monde

Surprenant?

Non, pas vraiment. Il est clair qu'aujourd'hui, les Gazaouites sont seuls au monde, victimes d'un assez large consensus pour laisser Israël "finir le boulot" contre les islamistes du Hamas.

Un consensus qui mêle l'administration Bush (celle à venir d'Obama on ne sait pas puisque le Sphinx se tait jusqu'au 20 janvier), l'Europe à quelques nuances près, malgré les appels au cessez-le-feu de Paris, une partie du monde arabe, à commencer par l'Egypte, qui a suffisamment de soucis avec ses Frères musulmans pour avoir beaucoup d'indulgence pour ceux du voisin palestinien.

Ce consensus remonte en fait à la victoire du Hamas lors des élections législatives palestiniennes de janvier 2006. Pris par surprise (le Hamas aussi, il est vrai!), les Occidentaux ont décidé d'établir un cordon sanitaire autour du mouvement islamiste, qui avait pour corolaire de rendre la vie des Gazaouites plus infernale encore: il n'y a pas de limite à la descente aux enfers.

La logique était que les 1,5 million de Gazaouites se rendraient compte que voter Hamas leur rendait la vie difficile, et ils se révolteraient contre leurs nouveaux maîtres qui, de surcroit, avaient évincé le Fatah par les armes. Ce scénario ne s'est pas produit, l'endurance des Gazaouites est légendaire et ils ont subi en silence.

Erreur de calcul

Pour comprendre l'erreur de calcul, hier comme aujourd'hui, lisez l'interview, dans Le Monde, de Salah Abdel-Jawad, un professeur de l'université palestinienne de Bir-Zeit. J'ai rencontré Salah il y a vingt-cinq ans, à Ramallah.

Fils d'un ancien maire de cette grande ville de Cisjordanie, ce jeune universitaire d'alors m'avait servi de guide entre les collines de Cisjordanie, au milieu des colonies juives qui naissaient, érigeaient leurs barbelés, leurs projecteurs, leurs routes parallèles, réduisant chaque jour un peu plus le périmètre des Palestiniens.

Retrouvant Salah Abdel-Jawad vingt-cinq ans après dans Le Monde, je ne suis pas surpris par ses propos, juste par sa modération persistante malgré un quart de siècle de désillusions, de frustrations vécues par sa génération. Il explique très bien pourquoi, comme le titre d'ailleurs l'article, "les Israéliens s'illusionnent s'ils tablent sur un renversement du Hamas par la population". Et avec eux George Bush, Bernard Kouchner, Hosni Moubarak, et quelques autres.

On peut argumenter à l'infini sur qui a rompu la trêve, les lanceurs de roquettes ou le blocus israélien... On peut s'interroger sur la "disproportion" (c'est le mot soft de la novlangue diplomatique pour parler des bombardements aériens) de la riposte israélienne... On peut aussi, bien sûr, se demander comment faire cesser les tirs de roquettes aveugles sur les populations civiles du sud d'Israël.

Internationaliser le problème

Mais à l'arrivée, on n'échappera pas à la question plus globale de la séparation entre Israéliens et Palestiniens, de la négociation avec tous les acteurs, y compris les moins sympathiques, et de l'internationalisation du problème (voir à ce sujet les propositions faites lundi par l'International Crisis Group de Bruxelles, qui propose d'envoyer une force multinationale d'interposition et une présence de l'Union européenne à Rafah, au point de passage entre Gaza et l'Egypte) qui verra le monde imposer une solution à un conflit le conduisant vers un "conflit de civilisations" qui n'a rien d'inéluctable.

En attendant un improbable messie diplomatique -on voit mal Hillary Clinton dans ce rôle, hélas-, le ballet des hypocrites va continuer, et l'enfer des Gazaouites se poursuivre.

Pierre Haski |

1-2 Mads Gilbert : C'est une guerre totale contre la population civile palestinienne"

Gaza, 5 janvier 2009

Mads Gilbert, un médecin norvégien travaillant à l'hôpital Al Shifa de Gaza, déclare à Sky news que le nombre de civils blessés et tués à Gaza prouve qu'Israël attaque délibérément la population.

« Il y a une heure à peine, les Israéliens ont bombardé le marché central aux fruits de Gaza et nous avons eu un afflux de masse d'environ 50 blessés et entre 10 et 15 tués. En même temps, ils ont bombardé un immeuble résidentiel avec des enfants qui jouaient sur la terrasse et nous avons reçu plein d'enfants aussi. Si bien que j'ai l'impression de vous parler depuis l'Enfer, et ils ont bombardé toute la nuit. Jusqu'à présente, il ya eu près de 500 morts et le nombre de blessés s'élève à 2500, dont 50% sont des enfants et des femmes.

Est-ce que vos hôpitaux ont atteint les limites de leurs capacités ? Est-ce que vous êtes en mesure de prendre en charge ces gens ?

Nous opérons 24 h/24. je viens de parler avec un de mes collègues à l'Unité de soins intensifs, il n'a pas dormi depuis 3 jours et l'hôpital est complètement surpeuplé, nous gérons 6-7 salles d'opération et il ya des blessures horribles ...des enfants qui arrivent avec des abdomens ouverts et des membres arrachés. Nous venons d'avoir un enfant auquel nous avons dû amputer les deux jambes et un bras. Et leur seul crime est d'être des civils et des Palestiniens vivant à Gaza. Le secours à apporter maintenant, ça n'est pas plus de médecins et plus de médicaments ; le secours maintenant, c'est d'arrêter immédiatement, ça ne peut pas continuer comme ça, c'est une catastrophe.

Vous avez parlé des civils, des femmes, des enfants, des hommes, qui ne sont pas impliqués dans ça, mais est-ce que vous avez aussi des blessés qui sont des combattants du Hamas ?

Honnêtement, nous sommes arrivés dans la matinée du Jour du Nouvel An. J'ai vu un militaire parmi les dizaines...je veux dire les centaines que j'ai vus et traités, donc quiconque essaye de décrire ça comme une guerre totalement propre contre une autre armée ne fait que mentir. Il s'agit d'une guerre totale contre la population civile palestinienne de Gaza et nous pouvons le prouver par des chiffres. Vous devez vous rappeler que l'âge moyen des habitants de Gaza est 17 ans, c'est une population très jeune, et 80% vivent en-dessous du seuil de pauvreté défini par l'ONU. Ce sont donc des gens pauvres et très jeunes, et ils ne peuvent fuir absolument nulle part, ils ne peuvent pas s'enfuir comme d'autres populations en temps de guerre, parce qu'ils sont enfermés, ils sont dans une cage. Ils sont en train de bombarder 1 million et demi de gens dans une cage...des jeunes, des pauvres et vous savez, on ne peut pas distinguer entre civils et combattants dans une telle situation. »

Traduit par Fausto Giudice,

Tlaxcala

Source: www.tlaxcala.es

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2009-01-08%2016:03:46&log=invites>

1-3 Pourquoi Israël a-t-il agressé Gaza ? Un responsable de l'ONU répond.

Y a-t-il des gens parmi vous, chers lecteurs, qui tentent de comprendre pourquoi Israël a lancé cette attaque, cette agression contre la résistance du peuple de Gaza ?

Les sionistes ont prétendu que les fusées de la résistance, sur les villes en périphérie de la bande de Gaza, étaient la raison de cette agression, de ce massacre avec des armes radioactives et diverses autres bombes sophistiquées prohibées dont des bombes à fragmentation et des bombes à phosphore destinées aux civils. Aggression qui, doit-on le rappeler, a reçu l'accord, sinon la sollicitude, des régimes arabes limitrophes et l'aval de l'Autorité, sans autorité ni légitimité, logée à Ramallah. Le représentant de cette Autorité demandant quelques journées supplémentaires au Conseil de sécurité de l'ONU avant de publier la déclaration de demande de cessez le feu. Pourquoi quelques journées supplémentaires de massacre de Palestiniens demandée par le représentant palestinien à votre avis? Cette Autorité dont le Président songe sérieusement à suspendre les «pourparlers de paix» ?...totalement ubuesque. Il vit sur quelle planète le Président Abbas pendant que le peuple de GAZA est massacré par la guerre génocidaire de l'État sioniste ? Il discute de «paix» avec qui le Président Abou Mazen ? Voici la réponse toute simple venue d'un homme trop pressé de servir ses maîtres et d'afficher de façon indécente sa servitude à la vue de tous ceux qui veulent voir et comprendre. Le Coordinateur du «processus de paix» appelle à aider l'autorité de Ramallah (Abbas) pour contrôler Gaza. En appelant à l'établissement des systèmes et des conditions pour ouvrir les passages de l'aide humanitaire. Voilà que le représentant de l'ONU négocie l'aide humanitaire.

Le coordinateur international du processus prétendu de paix, Robert Serri qui réside à Al Qods (Jérusalem) occupée a appelé les parties internationales à aider l'autorité, dirigée par Mahmoud Abbas pour contrôler la Bande de Gaza, suite aux opérations militaires sionistes. Le coordinateur spécial de l'ONU pour le prétendu processus de paix au Moyen-Orient a parlé de la nécessité importante que l'autorité palestinienne, dirigée par Mahmoud Abbas, contrôle la Bande de Gaza.

Serri a annoncé que les parties internationales doivent être prêtes pour mettre les structures sur le terrain et faciliter le transfert du pouvoir dans la Bande de Gaza à l'autorité qui contrôle Ramallah (après le coup d'État d'il y

a deux ans). Les dirigeants sionistes ont dit qu'ils envisagent par leur guerre ouverte contre Gaza de mettre fin au pouvoir du Hamas.

Ces affirmations montrent la grande complicité de plusieurs parties avec l'occupation sont venues lors d'une conférence de presse tenue, vendredi, à New York par Serri, dans laquelle il a discuté à partir d'Al Qods et à travers la télévision, au cours de la 7ème journée des attaques sionistes contre la Bande de Gaza qui a fait des milliers de morts et de blessés.

Dans un signe très flagrant pour servir l'occupation et ses crimes sauvages contre les civils innocents, **Serri a refusé l'ouverture des passages de la Bande de Gaza, en appelant à un arrêt total des roquettes de la résistance nationale palestinienne, en ignorant complètement les agressions barbares des sionistes occupants**, sous prétexte qu'il est inacceptable de retourner à la situation du contrôle du Hamas à Gaza, avant le déclenchement de la guerre sioniste ouverte. Qui est-il cet homme pour décider qui a été élu par le peuple Palestinien et qui doit diriger Gaza ?

C'est la victime qui est responsable de son châtime propose Serri. Elle n'avait qu'à obéir et à s'écraser devant la force sioniste brutale et ses bombes à l'uranium appauvri et ses bombes à fragmentation et aux phosphores.

Robert Bibeau

6 septembre 2009

(A partir d'une nouvelle de CPI du 3-1-2009)

<http://www.voltairenet.org/article158933.html>

.....

1-4 René Naba « La Ligue arabe vivra aussi longtemps qu'elle pourra rendre service à ses créateurs, qu'elle servira de caution à la politique hégémonique occidentale contre le Monde arabe. »

René Naba : Journaliste-écrivain et ancien conseiller du Directeur général de RMC-Moyen-Orient, il nous livre sa lecture des attaques israélienne sur Gaza

Algérie News : La ligue arabe est-elle morte ?

René Naba : La Ligue arabe n'est pas morte et ne mourra pas de sitôt, non qu'elle soit éternelle et son œuvre immortelle, mais plus simplement parce qu'elle fait œuvre utile pour le Monde occidental.

La Ligue arabe vivra aussi longtemps qu'elle pourra rendre service à ses créateurs, qu'elle servira de caution à la politique hégémonique occidentale contre le Monde arabe. N'oubliez pas qu'elle a été créée par les Anglais pour canaliser le mécontentement arabe dans un sens conforme aux intérêts britanniques après l'indépendance formelle que le Royaume Uni a octroyée aux pays arabes après la Deuxième Guerre Mondiale (1939-1945).

Par une aberration de l'esprit révélatrice de la servilité arabe à leur égard, les Anglais qui sont pourtant à l'origine directe de la création d'Israël avec la promesse Balfour (1917) continuent de bénéficier de facilités militaires dans les pays arabes et de substantiels dépôts bancaires arabes. Il en est de même des Etats-Unis, le partenaire stratégique émérite de l'Etat Hébreu.

L'Egypte de Farouk, la Jordanie Hachémite, l'Arabie wahabite, sans compter l'Irak, les pétromonarchies du Golfe, et le trône chérifien au Maghreb, constituent des piliers inamovibles du Monde occidental en terre arabe. Leurs successeurs de même. A l'exception d'une courte parenthèse, le sursaut nationaliste de trente ans illustré par l'Egyptien Gamal Abdel Nasser, l'Algérien Houari Boumediene et le Syrien Hafez al Assad, la Ligue arabe a continuellement fait office de principal relais des menées des puissances coloniales dans la zone, les Français et les Anglais dans un premier temps, les Américains, désormais.

Israël ne se serait jamais permis de se livrer une telle boucherie sans la complicité passive des Etats arabes, sans la démission des pays occidentaux face à leurs propres valeurs qu'ils ont érigés en valeurs universels. L'expédition punitive de Gaza (317morts selon un dernier bilan) constitue, au premier chef, une opération de surenchère électorale entre le travailliste Ehud Barak, ministre de la défense, la centriste Tzipi Livni, chef du parti Kadima et ministre des affaires étrangères, en vue de barrer la voie à leur concurrent le plus sérieux Benjamin Netanyahu (chef du Likoud), à six semaines des élections législatives israéliennes. Elle permet d'une manière subséquente à Israël de reléguer au deuxième plan les interrogations qui commencent à se faire jour aux Etats-Unis sur la prépondérance du lobby juif américain dans la détermination de la diplomatie américaine et sur la vie économique américaine, après les faillites de deux établissements proches du lobby pro-israélien aux Etats-Unis, la banque Lehman Brother's et le fond spéculatif Bernard Madoff.

L'Égypte aura-t-elle signé son divorce avec la Ligue arabe ?

La Ligue arabe constitue une rente de situation pour l'Egypte qui n'en divorcera pas. Elle en a été exclue après la normalisation solitaire de Sadate avec Israël, en 1979, mais depuis sa réintégration, en 1984, lors, elle n'a eu de cesse d'y jouer un rôle prépondérant à l'effet de faire contrepoids à la diplomatie parallèle menée, pour le compte de l'Arabie saoudite, par l'Organisation de la Conférence islamique.

Depuis près de vingt ans, la Ligue arabe a cautionné toutes les interventions militaires américaines dans la zone, que cela soit lors de la première guerre de la coalition occidentale anti-irakienne, scellée au sommet arabe du Caire en Août 1990, ou l'invasion américaine de l'Irak en 2003. L'Egypte qui bénéficie d'une rente stratégique matérialisée par une aide américaine de trois milliards de dollars par an, fait office depuis près de vingt ans de « passeurs de plat » de la diplomatie américaine dans la zone.

Ce n'est pas un hasard si le secrétariat général de l'organisation pan-arabe a été confié à Amr Moussa, l'ancien ministre des affaires étrangères, allié par alliance à la famille du président Nasser, au nationalisme moins flageolant que les autres candidats, mais dont la désignation à un poste de consensus a éloigné de la compétition pour la succession présidentielle en Egypte. Un exil doré en somme.

L'Égypte a peu beaucoup perdu de son prestige du fait de son alignement inconditionnel sur les États-Unis et Israël et son hostilité résolue aux forces contestataires arabes. Les déboires américains en Irak, et israéliens au Liban et en Palestine, y ont grandement contribué aussi. Circonstance aggravante: Malgré tous les abus israéliens, malgré ce déchaînement de violence, la guerre destructrice israélienne contre le Liban, en 2006, le bain de sang contre le peuple palestinien à Gaza, en Décembre 2008, l'Égypte n'a jamais renoncé à prêter main forte à Israël, à pourvoir à ses besoins énergétiques à un prix avantageux, en deçà du prix du marché, maintenir fermé le passage de Rafah vers Gaza. Une sorte de complicité dans l'agression en somme. Le comble de l'ignominie pour un pays qui fut longtemps à l'avant-garde du combat de libération arabe.

L'Égypte invoque des prétextes fallacieux pour justifier son atonie. En 2006, l'Égypte tout comme l'Arabie saoudite dont elle n'est plus que l'ombre portée, avaient déploré que le Hezbollah ait mis en péril la «sécurité nationale arabe par un acte unilatéral (la capture de deux soldats israéliens).

Aujourd'hui, ils reprochent au Hamas d'avoir rompu la trêve, oubliant que Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le Golan sont occupés depuis quarante ans, que la colonisation rampante de la Palestine et la judaïsation de la Ville Sainte de même que le quadrillage de l'espace palestinien se poursuivent sans ménagement et qu'enfin le Hamas a été le vainqueur démocratique des dernières élections législatives, vainqueur incontestable pourtant arbitrairement contesté par les occidentaux et leurs alliés arabes.

Il n'appartient pas au peuple palestinien de payer, par délégation, pour les atrocités commises à l'encontre des Juifs dans le Monde occidental, notamment en Europe. Tant qu'Israël bénéficiera d'une impunité totale, il est à craindre que des tragédies comme celle de Gaza ne se reproduisent. Il est à parier que Le Monde gagnera en stabilité et en sécurité et les pays occidentaux en respectabilité et en crédibilité, le jour où Israël cessera de bénéficier d'une immunité totale et absolue en toute circonstance et en tout lieu.

Entretien réalisé par Azzedine Belferag (René Naba à Algérie News)

Alger, 30 Décembre 2008

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Rene_Naba.070109.htm

© Toute reproduction intégrale ou partielle de cette page faite sans le consentement écrit de René Naba serait illicite (Art L.122-4), et serait sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code.

Publié le 8 janvier 2009 avec l'aimable autorisation de René Naba.

Au fil des jours et des lectures... n°37

09.01.2009

1-5 KARIM LEBHOUR : «Le Hamas est le seul qui fait quelque chose»

En Cisjordanie, le Hamas est de plus en plus populaire.

Car l'amertume est grande face à l'offensive sur Gaza et au silence de l'Autorité palestinienne.

Sous une tente érigée sur un parking du centre-ville, Walid Yassin collecte de la nourriture et des vêtements destinés aux habitants de Gaza. «Je me sens coupable de ne rien pouvoir faire pour eux, confie le jeune homme évoquant les images mortifères en provenance de Gaza. «C'est juste un symbole, nous ne sommes même pas certains que les Israéliens laisseront passer cette aide», ajoute Hannah, une étudiante, convaincue que «Mahmoud Abbas ne fait pas suffisamment pour arrêter ce bain de sang».

Rivés aux écrans de télévision, nombre de Palestiniens de Cisjordanie blâment le silence embarrassé de l'Autorité palestinienne face à l'offensive israélienne, débutée le 27 décembre dernier contre ses rivaux du Hamas.

Mobilisation tardive

«L'Autorité ne commence à se mobiliser que très tardivement sous la pression populaire, relève Jamal Salem, vice-président du centre culturel qui organise la collecte. Pour eux, soutenir Gaza c'est soutenir le Hamas. Ils ne font pas de différence entre les besoins humanitaires et les partis pris politiques», regrette-t-il.

A mesure que le décompte des victimes augmente à Gaza, le président palestinien, Mahmoud Abbas, paraît perdre ce qui lui restait de crédit politique. «A l'Université, de plus en plus d'étudiants soutiennent le Hamas dans cette crise, même ceux qui ne sont pas religieux, assure Mohammed Khatib, un étudiant d'Hébron, venu prêter main-forte pour la collecte. Tout le monde a tourné le dos à Gaza et le Hamas est le seul qui fait quelque chose», poursuit-il.

La tension est réelle. Dans la plupart des villes de Cisjordanie, les manifestations de solidarité avec Gaza ont été émaillées d'incidents avec la police. Vendredi, à Ramallah, des jeunes policiers en civil, armés de bâtons et portant les couleurs du Fatah ont violemment pris à partie quiconque scandait des slogans contre l'Autorité ou en faveur du Hamas.

«Les services de sécurité sont paniqués. Ils ont peur d'une Intifada contre l'Autorité, analyse le journaliste Hassan Balawi. En dépit de ses erreurs, le Hamas apparaît comme la victime et celui qui brandit le flambeau de la résistance, tandis que les dirigeants de l'Autorité sont vus au mieux comme impuissants et au pire comme des collaborateurs.

Mythologie palestinienne

«Quelle qu'en soit l'issue, Mahmoud Abbas sera le grand perdant de cette crise», prédit Balawi, évoquant l'épisode de la bataille de Karameh, en 1968, lorsque des fedayins du Fatah, conduits par Arafat, avaient opposé une féroce résistance à l'armée israélienne dans un camp de réfugiés de Jordanie.

«A l'époque, les fedayins avaient été défaits militairement, mais ils avaient remporté une victoire politique qui avait lancé Arafat et le mouvement national palestinien, rappelle Balawi. Cette guerre à Gaza pourrait bien être celle qui va propulser la popularité du Hamas et le faire entrer à son tour dans la mythologie palestinienne.»

La population de la Cisjordanie manifeste son soutien au peuple de la bande de Gaza. La tension monte avec l'Autorité palestinienne, qui se trouve dans une situation très délicate, puisqu'elle ne peut apporter son soutien au Hamas.

KARIM LEBHOUR

12 janvier 2009 24 Heures

<http://www.24heures.ch/actu/monde/hamas-seul-fait-chose-2009-01-11>

1-6 Michel Chossudovsky : Guerre et gaz naturel : Invasion israélienne et gisements gaziers au large de Gaza.

L'invasion militaire de la Bande de Gaza par les forces israéliennes, est en relation directe avec le contrôle et la possession de réserves stratégiques de gaz offshore.

Il s'agit d'une guerre de conquête. Découvertes en 2000, d'immenses réserves de gaz gisent au large de la côte de Gaza.

Des droits d'exploitation gazière et pétrolière de 25 ans, signés en novembre 1999 avec l'Autorité Palestinienne (PA), ont été accordés à British Gas (BG Group) et à son partenaire d'Athènes, Consolidated Contractors International Company (CCC), propriété du Liban et de la famille Sabbagh Koury.

Les droits sur le gaz offshore se montent respectivement à 60 pour cent pour BG, 30 pour cent pour CCC, et 10 pour cent pour le Fonds d'investissement de l'Autorité Palestinienne (Haaretz, 21 octobre 2007).

L'accord PA-BG-CCC inclut l'aménagement des gisements et la construction d'un gazoduc. (Middle East Economic Digest, 5 janvier 2001).

La licence de BG couvre la totalité de la zone maritime au large de Gaza, laquelle est contiguë à plusieurs installations gazières offshore israéliennes. (Voir la carte ci-dessous). Il convient de noter que 60 pour cent des réserves gazières le long de la côte de Gaza et d'Israël appartiennent à la Palestine.

BG Group a foré deux puits en 2000 : Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. British Gas estime que les réserves sont de l'ordre de 1,4 billions de pieds cubes (plus de 39 milliards de m³), évaluées à environ 4 milliards de dollars. Ce sont les chiffres publiés par British Gas. La taille des réserves de gaz palestiniennes pourraient être bien plus importantes.

Qui est propriétaire des gisements gaziers

La question de la souveraineté sur les gisements gaziers de Gaza est cruciale. Du point de vue juridique, les réserves de gaz appartiennent à la Palestine.

La mort de Yasser Arafat, l'élection du Hamas au gouvernement et la débâcle de l'Autorité Palestinienne ont permis à Israël d'établir un contrôle de facto sur les réserves de gaz offshore de Gaza.

British Gas (BG Group) a eu à traiter avec le gouvernement de Tel-Aviv. De son côté, le gouvernement du Hamas a été court-circuité en ce qui concerne l'exploration et la reconnaissance des droits sur les gisements gaziers.

L'élection du Premier Ministre Ariel Sharon en 2001 fut un tournant majeur. La souveraineté de la Palestine sur les gisements de gaz offshore fut contestée à la Cour Suprême israélienne. Sharon déclara sans ambiguïté qu'« Israël n'achèterait jamais de gaz à la Palestine, » laissant entendre que les réserves gazières au large de Gaza appartiennent à Israël. En 2003, Ariel Sharon opposa son veto à un premier accord, qui aurait permis à British Gas d'alimenter Israël en gaz naturel des réserves offshore de Gaza. (The Independent, 19 août 2003). La victoire électorale du Hamas en 2006 a favorisé la fin de l'Autorité Palestinienne, qui est devenue confinée à la Cisjordanie, sous mandat du régime de Mahmoud Abbas.

En 2006, British Gas « a été à deux doigts de signer un accord de pompage de gaz pour l'Égypte. » (Times, 28 mai 2007). Selon les rapports, le Premier Ministre britannique Tony Blair est intervenu pour le compte d'Israël pour faire capoter l'accord avec l'Égypte. L'année suivante, en mai 2007, le Cabinet israélien a approuvé une proposition du Premier Ministre Ehud Olmert, « d'acheter du gaz à l'Autorité Palestinienne. » Le contrat proposé était de 4 milliards de dollars, avec des bénéfices de l'ordre de 2 milliards de dollars, dont un milliard pour les Palestiniens.

Toutefois, Tel-Aviv n'avait pas l'intention de partager les revenus avec la Palestine. Une équipe de négociateurs israéliens a été constituée par le Cabinet israélien pour arriver à un accord avec le BG Group en court-circuitant à la fois le gouvernement du Hamas et l'Autorité Palestinienne :

Les autorités de la défense israéliennes veulent que les Palestiniens soient payées en biens et en services, et insistent sur le fait qu'aucun argent ne doit aller au gouvernement contrôlé par le Hamas. (Ibid).

L'objectif était avant tout de rendre caduc le contrat signé en 1999 sous Yasser Arafat entre BG Group et l'Autorité Palestinienne. Dans le cadre de l'accord avec BG proposé en 2007, le gaz palestinien des réserves au large de Gaza devait être acheminé par un gazoduc sous-marin vers le port israélien d'Ashkelon, transférant de cette façon le contrôle sur la vente du gaz naturel à Israël.

L'accord a échoué. Les négociations ont été suspendues :

Meir Dagan, le chef du Mossad, s'est opposé à l'opération pour raison sécuritaire, prétextant que cela pourrait financer le terrorisme (Membre de la Knesset Gilad Erdan, allocution à la Knesset sur « L'intention du Vice-Premier Ministre Ehud Olmert d'acheter du gaz aux Palestiniens alors que le paiement servira le Hamas, » 1er mars 2006, cité dans l'article du lieutenant-général (à la retraite) Moshe Yaalon, [Does the Prospective](#)

Purchase of British Gas from Gaza's Coastal Waters Threaten Israel's National Security?

Jerusalem Center for Public Affairs, octobre 2007)

L'intention d'Israël était d'empêcher que de possibles redevances soient payées aux Palestiniens. En décembre 2007, Le BG Group s'est retiré des négociations avec Israël, et, en Janvier 2008, il a fermé son bureau en Israël. ([site Internet de BG](#)).

Le plan d'invasion à l'étude

Selon des sources militaires israéliennes, le projet d'invasion de Gaza dans le cadre de l'« Opération Cast Lead » a été mis en branle en juin 2008 :

Des sources dans le personnel de la défense ont déclaré que le Ministre de la Défense Ehud Barak a chargé les Forces de la Défense Israéliennes de se préparer à l'opération il y a plus de six mois [juin ou avant juin], bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas. (Barak Ravid, [Operation "Cast Lead": Israeli Air Force strike followed months of planning](#), 27 décembre 2008).

Ce même mois, les autorités israéliennes ont pris contact avec British Gas, dans le but de reprendre des négociations cruciales sur l'achat du gaz naturel de Gaza : À la fois le directeur général du Ministère des Finances, Yarom Ariav, et le directeur général du Ministère des Infrastructures Nationales, Hezi Kugler, ont convenu d'informer BG du souhait d'Israël de renouer les pourparlers.

Les sources ont rajouté que BG n'a pas encore officiellement répondu à la demande d'Israël, mais que des cadres de l'entreprise pourraient sans doute aller quelques semaines en Israël pour des conversations avec certains fonctionnaires du gouvernement. (Globes online-Israel's Business Arena, 23 juin 2008) La décision d'accélérer les négociations avec British Gas (BG Group) coïncidait chronologiquement à la planification de l'invasion de Gaza, amorcée en juin. Il semblerait qu'Israël était soucieux de parvenir à une entente avec BG Group avant l'invasion, qui était déjà à un stade de préparation avancée.

Et qui plus est, ces négociations avec British Gas ont été conduites par le gouvernement Ehud Olmert qui savait que l'invasion militaire était à l'étude. Selon toute vraisemblance, un nouvel arrangement politico-territorial « d'après-guerre » a aussi été envisagée par le gouvernement israélien pour la Bande de Gaza. En fait, les négociations entre British Gas et les responsables israéliens étaient en cours en octobre 2008, 2 à 3 mois avant le début des bombardements du 27 décembre.

En novembre 2008, le Ministère israélien des Finances et le Ministère chargé des Infrastructures Nationales ont ordonné à Israel Electric Corporation (IEC) d'engager des négociations avec British Gas, pour l'achat de gaz naturel provenant de la concession de BG au large de Gaza. (Globes, 13 novembre 2008).

Yarom Ariav, directeur général du Ministère des Finances, et Hezi Kugler, directeur général du Ministère des Infrastructures Nationales, ont écrit récemment à Amos Lasker, chef de la direction d'IEC, l'informant de la décision du gouvernement de permettre aux négociations d'aller de l'avant, conformément à la proposition cadre approuvée plus tôt cette année.

Il y a quelques semaines, le conseil d'administration d'IEC, dirigé par le président Moti Friedman, a approuvé les principes de la proposition cadre. Les pourparlers avec BG Group commenceront dès que le conseil d'administration approuvera l'exemption pour l'offre. (Globes, 13 novembre 2008)

Gaza et la géopolitique de l'énergie

L'occupation militaire de Gaza a pour but de transférer la souveraineté des gisements gaziers à Israël, en violation du droit international.

À quoi pouvons-nous nous attendre suite à l'invasion ?

Quelle est l'intention d'Israël en ce qui concerne le gaz naturel de la Palestine ?

Un nouvel arrangement territorial, avec le stationnement de troupes israéliennes et/ou la présence de « forces de maintien de la paix » ?

La militarisation de la totalité du littoral de Gaza, lequel est stratégique pour Israël ?

La confiscation pure et simple des gisements gaziers palestiniens et la déclaration unilatérale de la souveraineté israélienne sur les zones maritimes de la bande de Gaza ?

Si cela devait arriver, les gisements gaziers de Gaza seraient intégrées aux installations offshore d'Israël, qui sont adjacentes. (Voir la carte 1 ci-dessus).

Ces diverses installations offshore sont aussi reliées au couloir de transport énergétique d'Israël, qui se prolonge jusqu'au port d'Eilat, le port maritime terminal de l'oléoduc sur la Mer Rouge, au terminal du pipeline à Ashkelon, vers Haïfa au nord, et se rattachant éventuellement grâce à un pipeline israélo-turc en projet au port turc de Ceyhan.

Ceyhan est le terminal du pipeline Trans-Caspien Bakou, Tbilissi Ceyhan (BTC). « Ce qui est envisagé, c'est de relier le pipeline BTC au pipeline Trans-Israel Eilat-Ashkelon, aussi connu sous le nom d'Israel's Tipline. »

(Voir Michel Chossudovsky, [The War on Lebanon and the Battle for Oil](#),

Original : www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=11680

Traduction libre de Pétrus Lombard pour [Alter Info](#)

[Global Research](#), Michel Chossudovsky, 8 janvier 2009

http://www.alterinfo.net/Guerre-et-gaz-naturel-Invasion-israelienne-et-gisements-gaziers-au-large-de-Gaza_a28264.html

10 Janvier

1-7 Hobbes : L'administration Obama sera-t-elle sioniste ?

Si la politique proche-orientale de Washington n'a guère changé depuis l'après-Guerre c'est que des influences, des lobbies et des enjeux perdurent, quelle que soit l'administration. Pourtant, au sein de chaque gouvernement américain des rapports de force existent, pour conseiller ou influencer les décisions des présidents. Qu'en sera-t-il sous la présidence d'Obama ?

Passée l'euphorie de l'élection du premier président noir à la tête de la première puissance (ex-esclavagiste) mondiale, passées les hypothèses technocratiques sur les camps d'influence qui dirigeront la nouvelle politique américaine, l'actualité immédiate remet en lumière la questions déjà soulevée de la politique proche-orientale à venir à Washington.

Il est un fait admis de tous qu'Obama est et sera un président pragmatique, sans doctrines ancrées, quel que soit le sujet. Il a été de nombreuses fois supposé que la montée du "camp Clinton" dans son administration maintiendra le risque de le voir, si ce n'est mis en minorité, du moins soumis à des pressions. Passés les fous espoirs de voir menée une vraie politique africaine et les fausses idées sur sa prétendue proximité avec le mouvement arabe (arguments placés sur son second prénom, *Hussein* et largement repris par le camp Républicain pendant la campagne), il est un fait fondamental : Obama est un président américain, gouvernant un pays peuplé d'américaine, avec ses lobbies, ses intérêts et ses désintérêts. Sur ce plan il apparaît plus fondamental de se pencher sur les influences des membres de son gouvernement que sur les opinions réelles du Président. A ce niveau, deux éléments apparaissent comme une évidence.

D'une part, la nomination d'Hillary Clinton comme Secrétaire d'Etat permet très probablement de dire que (dans un premier temps du moins) l'attitude extrêmement permissive de Washington envers Tel-Aviv ne changera pas à partir du départ de Bush. D'abord par-ce que le dossier Israël-Palestine n'a jamais été une priorité pour Obama avant d'entrer en fonction. Ensuite par-ce que la menace symbolique planera toujours de voir Obama comme un président "africain" et donc, pour l'opinion américaine proche des musulmans (et donc dangereux). Ceci limitera de fait la défense de la partie la plus faible et rendra d'autant plus dangereuse et aléatoire une rupture avec la tradition états-unienne d'alignement sur Israël. Enfin, par-ce que quels qu'aient été les succès diplomatiques de son mari, Hillary Clinton a depuis longtemps, en tant que sénatrice de l'Etat de New-York défendu des positions radicalement proche de la partie Israélienne, voir ouvertement belliciste. En bonne politique, elle sait que son fief électoral dans la ville où le lobby sioniste est le plus fort du pays ne peut être mis a mal par un changement de doctrine qui rendrait très aléatoire son atterrissage lorsqu'elle quittera le secrétariat d'Etat. Voir pour briguer à nouveau la Maison Blanche dans quelques années.

Le second élément, peut-être plus important encore, est la nomination de Rahm Emmanuel comme Secrétaire Général de la Maison Blanche, le numéro deux de l'Executif et la personne la plus proche du Président. Fils d'un activiste de l'Irgoun, (organisation terroriste sioniste sous la Palestine Britannique), il est membre d'une congrégation orthodoxe de Chicago et a été engagé volontaire dans l'armée israélienne pendant la première guerre du Golf. Si son implication dans le processus d'Oslo peut nuancer ces faits, il demeure que la vision pro-israélienne dans le conflit primera probablement dans l'entourage de Barrack Obama.

Ces faits énoncés, le décideur reste le Président et M. Obama a démontré depuis avant même sa candidature officielle sa pugnacité et la permanence de ses idéaux. L'incertitude demeure sur sa vision de la question, sur le degré d'influence du camp Clinton sur sa politique, sur sa capacité de leadership (question pertinente quand on sait la mise sous tutelle qu'a été le premier mandat de Bush Jr. pas les "faucons", en premier lieu Cheney et Rumsfeld) et son rapport de force avec sa secrétaire d'Etat. S'il est raisonnable de penser que le réalisme primera, il demeure que ce sont dans les situations les plus complexes que se révèlent les grands dirigeants. Plus que jamais Obama a un devoir de réussite et une chance de montrer sa dimension historique

pour information: L'Irgoun (ארגון, « organisation »), de son nom complet *Irgoun Zvai (ou Tzvai) Leoumi* (ארגון צבאי לאומי, « Organisation militaire nationale »), parfois abrégé en I.Z.L., acronyme lui-même lexicalisé en *Etzel* (אצ"ל), est une organisation armée sioniste en Palestine mandataire, née en 1931 d'une scission de la Haganah, et dirigée à partir de 1943 par Menahem Begin.

Idéologiquement, elle s'affirme comme proche du parti de la droite nationaliste, le parti révisionniste, surtout à partir de 1937, et a pour objectif la construction d'un État juif sur les deux rives du fleuve Jourdain (en y incluant l'actuelle Jordanie).

Active dans les années 1930 et 1940, l'Irgoun a organisé l'immigration clandestine des Juifs en Palestine mandataire. Mais elle reste surtout connue pour les trois grandes campagnes d'attentats qu'elle a organisées : de 1937 à 1939 contre les civils arabes palestiniens, de 1944 à 1947 contre les troupes britanniques, et de décembre 1947 à mai 1948 de nouveau contre la population arabe palestinienne.

Après la proclamation de l'État d'Israël en 1948, la plupart des éléments de l'I.Z.L. furent intégrés dans l'armée régulière.

Les anciens membres de l'Irgoun ont majoritairement créé fin 1948 le parti Herout (« Liberté »), qui est la matrice de l'actuel Likoud, parti de la droite israélienne.

Hobbes

http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=49669

1-8 Julien Salingue : Offensive israélienne contre Gaza : une mise en perspective.

L'offensive israélienne contre Gaza, loin d'être un « coup de sang » causé par un trop grand nombre de tirs de roquettes sur le Sud d'Israël, est une action d'ampleur, préparée de longue date, avec des objectifs politiques et militaires précis. Tout a été envisagé pour que cette opération ne se solde pas par un échec tel que celui de la guerre contre le Liban à l'été 2006.

Cette offensive doit être comprise comme une nouvelle étape dans l'intense combat que livre l'Etat d'Israël depuis des décennies contre les droits nationaux du peuple palestinien. C'est ce que je me propose de faire ici, en tentant de mettre en perspective l'opération en cours et d'indiquer pourquoi elle est non seulement la tragique illustration des impasses du projet sioniste, mais aussi de celles de la construction du pseudo-appareil d'Etat nommé « Autorité Palestinienne ».

Retour aux sources : le sionisme contre le partage

Un rapide retour aux sources permet d'ordonner l'apparent chaos qui règne actuellement dans l'ancienne Palestine mandataire. L'instabilité permanente dans cette région résulte en effet, en dernière analyse, de l'indépassable contradiction entre le projet sioniste d'établir un Etat juif en Palestine et la présence sur cette terre d'un peuple autochtone refusant d'abandonner ses droits nationaux.

De la grande révolte arabe de 1936, provoquée par l'accélération de la colonisation juive, à l'offensive en cours contre Gaza, en passant par la Grande Expulsion de 1947-49 et les prétendus Accords de Paix de 1993-94, c'est cette contradiction essentielle qui demeure le moteur du conflit.

Le projet des dirigeants sionistes n'a jamais été de partager la terre de Palestine. De David Ben Gourion, père fondateur de l'Etat d'Israël (« L'acceptation de la partition ne nous engage pas à renoncer à la Cisjordanie. On ne demande pas à quelqu'un de renoncer à sa vision. Nous accepterons un Etat dans les frontières fixées aujourd'hui ; mais les frontières des aspirations sionistes sont les affaires des Juifs et aucun facteur externe ne pourra les limiter ») à Ehud Olmert, actuel Premier Ministre (« Chaque colline de Samarie et chaque vallée de Judée est partie intégrante de notre patrie historique (...). Nous revendiquons avec fermeté le droit historique du peuple d'Israël à l'entièreté de la terre d'Israël »), la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique est demeurée l'objectif principal.

Pour y parvenir le mouvement sioniste a eu (et a encore) besoin du soutien des grandes puissances. Mais ce soutien a un prix : l'Etat d'Israël doit avoir, au moins en apparence, les attributs d'une démocratie. Une seconde contradiction a donc rapidement fait son apparition, qui a résulté de la nécessité de préserver simultanément le caractère juif et le caractère démocratique de l'Etat. La solution envisagée par les dirigeants du mouvement sioniste, puis de l'Etat d'Israël, a été de s'assurer que les citoyens de l'Etat soient dans leur très grande majorité, sinon dans leur totalité, des Juifs. Ils ont donc dû trouver, avant même l'indépendance d'Israël en 1948, une solution au « problème » palestinien, sachant que la Palestine n'était pas une « terre sans peuple » et que l'immigration ne pourrait suffire à assurer la suprématie démographique juive.

Du nettoyage ethnique à l'enfermement

Entre 1947 et 1949, environ 800 000 Palestiniens, soit 80% de ceux qui résidaient à l'intérieur du territoire sur lequel Israël proclame son indépendance, sont expulsés et deviennent des réfugiés. Ce ne sont pas des victimes « collatérales » de la guerre de 1948, mais les victimes d'un plan d'expulsion minutieusement établi, le Plan Daleth, dont l'objectif était simple : le plus de terre et le moins d'Arabes possible sous juridiction israélienne. L'Etat juif est né du nettoyage ethnique, au terme duquel moins d'1/3 de la population s'est attribué 78% de la superficie de la Palestine du Mandat.

La guerre de 1967 est la seconde étape de la prise de contrôle de la Palestine par Israël. Israël conquiert, entre autres, la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Une victoire militaire plus rapide et plus facile qu'en 1947-1949, mais avec une différence notable : la majorité des Palestiniens ne sont pas partis. Le succès militaire crée donc une difficulté politique : Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'Etat d'Israël à être simultanément un Etat juif et démocratique est donc sérieusement menacée.

C'est pour répondre à cette contradiction qu'un Général travailliste, Ygal Allon, présente au Premier Ministre Levi Eshkol, dès juillet 1967, une solution alternative à l'expulsion, qui compromettrait le soutien international dont jouit l'Etat d'Israël. La philosophie du « Plan Allon » est la suivante : renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle exclusif sur la vallée du Jourdain, sur la rive occidentale de la Mer Morte et sur Jérusalem, dont les limites municipales doivent être considérablement étendues. Une entité palestinienne constituée de cantons isolés sera ainsi établie, avec des attributs de souveraineté limités.

Même si le Plan Allon n'est pas officiellement adopté par Israël, c'est lui qui guidera dans les grandes lignes la politique de l'Etat sioniste à partir de l'année 1967. La disposition des colonies, le tracé des routes réservées aux colons, et la fragmentation de la Cisjordanie sont la mise en application concrète des vues d'Allon. Les Accords d'Oslo et la division de la Cisjordanie en Zones A, B et C, en sont directement inspirés. Même le Général Sharon, farouche partisan de l'expulsion des Palestiniens, finira par adopter, en le modifiant, le Plan Allon. C'est le sens du « retrait unilatéral » de Gaza en 2005 qui, loin d'être un « geste de paix », est le choix pragmatique d'abandonner et d'encercler une zone palestinienne trop densément peuplée. La décision de construire le Mur, si elle fut interprétée à juste titre comme la renonciation à l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie, n'est que l'ultime étape de la mise en pratique du Plan Allon et de la cantonisation de la Palestine¹.

Oslo et la quête d'un pouvoir autochtone soumis

Loin d'être un compromis historique, les Accords d'Oslo ne sont qu'une adaptation du projet sioniste aux réalités du terrain : l'Intifada de 1987 a exposé au grand jour la situation faite aux Palestiniens des territoires occupés, contribuant à délégitimer l'Etat d'Israël et menaçant de déstabiliser le Moyen-Orient. Le Nouvel Ordre Mondial que Bush père souhaite alors instituer passe nécessairement par une pacification (même provisoire) de la région et donc par un accord israélo-palestinien. Les Israéliens les plus pragmatiques acceptent de « négocier », en réalité d'imposer à une direction de l'OLP² à bout de souffle et ruinée financièrement et politiquement des accords essentiellement économiques et sécuritaires³ : normalisation des relations économiques entre Israël et le monde arabe, sous-traitance des tâches de maintien de l'ordre dans les villes palestiniennes à la nouvelle Autorité Palestinienne (AP)⁴.

Si l'AP, sous la direction de Yasser Arafat, tente de s'acquitter au mieux de sa tâche, la poursuite de la colonisation, de la répression, l'impasse des discussions sur Jérusalem et les réfugiés, auxquelles s'ajoutent les pratiques autoritaires, clientélistes, voire mafieuses de la direction palestinienne, vont conduire logiquement à une nouvelle révolte palestinienne en 2000. Arafat et ses proches tentent de contrôler le soulèvement, en sapant les structures auto-organisées et en encourageant la militarisation de la lutte pour ne pas perdre de terrain face au Hamas, afin de renforcer leur position face à Israël et d'obtenir un peu plus que les miettes que les Etats-Unis et les Israéliens sont prêts à leur donner. C'est ce qui conduira Ariel Sharon à détruire les structures de l'AP et à isoler Arafat, tout en se déclarant, dès 2003, prêt à discuter avec d'autres dirigeants palestiniens hostiles à l'Intifada, comme Mahmoud Abbas.

Israël et les Etats-Unis imposent des réformes à l'AP afin de marginaliser les dirigeants palestiniens les plus liés à l'histoire de la lutte de libération, ainsi que des élections, en 2005 et en 2006, sensées faire émerger un nouveau leadership, encore plus enclin à courber l'échine. Avec le résultat que l'on connaît : une véritable Intifada électorale, la victoire du Hamas, qui est apparu comme « l'autre voie », en alliant soutien matériel à la population (hôpitaux, écoles, aides financières directes...), critique virulente du Processus d'Oslo et poursuite de la résistance contre Israël. Ces élections, expression déformée du refus populaire de la collaboration et de la capitulation, constituent une défaite majeure pour tous ceux qui espéraient imposer aux Palestiniens un pouvoir autoritaire soumis aux intérêts israéliens⁵.

Du boycott au putsch

Dès les premières semaines qui suivent le vote, un boycott économique, politique et diplomatique se met en place, qui va considérablement renforcer l'isolement international des Palestiniens et aggraver leurs conditions de vie. Ce boycott est organisé conjointement par l'Union européenne, les Etats-Unis, Israël et la plupart des régimes arabes, et sera doublé à l'été 2006 d'une offensive israélienne contre la Bande de Gaza, place-forte du Hamas. Il s'agit d'isoler ce dernier et de le désigner comme responsable de la dégradation de la situation, afin d'encourager la population à se soulever contre lui. Mais la manœuvre échoue puisque la popularité du Hamas, loin de diminuer, a tendance à s'accroître.

Israël et ses alliés passent donc au « Plan B » : renverser militairement le Hamas. Un plan est élaboré à Washington, par le Département d'Etat, la CIA, les services israéliens et la fraction putschiste de l'AP, dirigée par le député Fatah Mohammad Dahlan, qui bénéficie du soutien du Président Abbas. Il s'agit, en armant et en formant plusieurs centaines d'hommes de Dahlan en Egypte et en Jordanie, en les introduisant progressivement dans la Bande de Gaza et en armant les milices de Dahlan déjà implantées sur place, de renverser militairement le Hamas et de rendre le pouvoir aux « amis » des Etats-Unis et d'Israël. En juin 2007, le Hamas, qui a pressenti la menace, décide de prendre les devants et inflige en à peine 48 heures une défaite aux putschistes qui sont contraints de fuir la Bande de Gaza⁶.

Les territoires palestiniens sont alors divisés politiquement : le Hamas assure son emprise sur la Bande de Gaza, assiégée et coupée du monde. Ce contrôle du territoire va s'accompagner de mesures répressives (arrestations, interdiction de journaux...) à l'égard des autres forces politiques et d'un refus de partager le pouvoir, y compris avec les organisations déterminées à poursuivre la résistance. En Cisjordanie, Abbas nomme Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire du FMI et de la Banque Mondiale, Premier Ministre : ils mènent, en échange du retour des aides internationales, une politique alliant normalisation des relations économiques et sécuritaires avec Israël, répression contre le Hamas, désarmement des combattants et purge au sein des appareils de sécurité⁷.

Malgré le retour des aides internationales, Abbas et Fayyad ne sont pas en mesure d'imposer les « plans de paix » israéliens à l'ensemble de la population palestinienne, a fortiori à Gaza. Qui plus est, une date butoir approche, que nombre de commentateurs semblent avoir oubliée : le mandat présidentiel d'Abu Mazen prend fin le 9 janvier 2009, et selon les termes de la loi palestinienne, c'est le Président du Conseil Législatif Palestinien⁸ qui devient Président de l'AP en l'absence de nouvelles élections. Or le Président du CLP n'est autre qu'Abdel Aziz Duwaik, membre du Hamas, qui pourrait dès lors prétendre être le seul parti représentant légitimement le peuple palestinien.

L'offensive contre Gaza

Malgré la bonne volonté dont le Hamas a fait preuve durant la trêve (en ne tirant aucune roquette et en décourageant nombre d'actions militaires des autres organisations, y compris par des arrestations), Israël refuse que le mouvement acquière une trop grande capacité de nuisance, et a donc décidé de passer à l'offensive, avec un timing et des objectifs précis :

Le choix de la date n'est pas anodin : vacance de pouvoir aux Etats-Unis (qui laisse les mains libres à Israël pendant 3 semaines), période de congés pour nombre de journalistes occidentaux (qui ont quitté la Bande de Gaza et qui ne peuvent plus y retourner), campagne électorale en Israël (le duo Livni-Barak tente de prouver qu'il

est au moins aussi « dur » que Netanyahu⁹) et terme du mandat d'Abu Mazen. La fin du mois de décembre et le début du mois de janvier étaient donc la fenêtre de tir idéale et logique pour Israël.

Mais personne ne peut penser sérieusement que l'Etat sioniste espère détruire politiquement et militairement le Hamas. Il s'agit plutôt de l'affaiblir, pour l'empêcher de contester le pouvoir à Abu Mazen au terme de son mandat et pour renégocier une « trêve » selon des termes fixés par Israël¹⁰, qui pourraient inclure, hypothèse de plus en plus souvent évoquée, l'envoi d'une force internationale sous commandement égyptien chargée de « maintenir le calme » à Gaza, entendre « mettre le Hamas hors d'état de nuire ».

Derrière les faux prétextes (les tirs de roquettes ont fait moins de 20 morts depuis septembre 2000), le but d'Israël est donc clair : à défaut de pouvoir se débarrasser du peuple palestinien, les dirigeants sionistes peuvent les tolérer dans des cantons isolés, à condition que ces cantons ne soient pas contrôlés par des forces hostiles à Israël. L'offensive actuelle est donc un sanglant « coup de pression » sur le Hamas et sur la population palestinienne : capitulez ou vous connaîtrez l'enfer.

L'offensive contre Gaza se situe donc dans la continuité des politiques israéliennes depuis plus de 60 ans : il s'agit de démontrer au peuple palestinien et à leurs dirigeants que s'ils sont tolérés dans des réserves entourées de murs, ils ne peuvent espérer obtenir davantage. Il s'agit de rappeler que c'est Israël qui fixe les règles du jeu, qui choisit les dirigeants, qui assassine ou menace de mort ceux qui ne sont pas assez conciliants, qui arme et désarme les forces de sécurité selon son bon vouloir, qui ouvre et ferme les portes d'entrée des cantons.

Un retour aux contradictions fondamentales

La Bande de Gaza est très majoritairement peuplée de familles de réfugiés qui ont été expulsés de leur terre en 1947-49. Ce petit bout de terre, berceau de la Première Intifada, bastion de la résistance armée, est un miroir qui renvoie l'image de la véritable nature et les contradictions inhérentes au projet d'établissement d'un Etat juif en Palestine : l'expulsion, la répression et l'enfermement, consubstantielles à l'établissement et à la survie de l'Etat d'Israël ne peuvent faire disparaître un peuple et ses aspirations. Des opérations comme celle menée actuellement contre la Bande de Gaza sont l'expression de la nécessaire fuite en avant d'Israël face à ses contradictions : Israël est né de la négation des droits du peuple palestinien et ne peut dès lors survivre qu'en continuant de les nier, chaque jour davantage, jalonnant son avenir d'autant de bombes à retardement qui, tôt ou tard, exploseront¹¹.

Depuis sa victoire électorale, une fraction significative de la direction du Hamas semblait prête à faire preuve de sa « bonne volonté » et de sa capacité à réussir là où l'AP avait échoué : contrôler les zones palestiniennes et faire respecter une trêve malgré la poursuite du siège et de la colonisation. Ceux qui se prenaient à rêver de diriger les futurs bantoustans palestiniens en sont pour leurs frais : Israël ne partagera pas le pouvoir avec un mouvement ou des individus qui ont la moindre velléité de poursuivre la lutte contre l'oppression coloniale. Les premières déclarations d'Abu Mazen sont à ce titre exemplaires : il a pointé les responsabilités du Hamas dans l'offensive israélienne à Gaza, à l'image du clan Hariri lors de la guerre au Liban en 2006, qui avait accusé le Hezbollah d'être responsable de la guerre israélienne. L'AP et le Fatah ont tenté d'encadrer et de canaliser les manifestations de solidarité avec Gaza organisées en Cisjordanie, n'hésitant pas à empêcher les manifestants de marcher en direction des positions de l'armée israélienne et multipliant les arrestations. Quitte à se délégitimer encore un peu plus¹².

L'AP est une structure qui a été conçue, lors des Accords d'Oslo, pour neutraliser la résistance et la population palestiniennes, et pour donner l'illusion d'une autonomie et d'interlocuteurs légitimes pour « négocier ». La création de l'AP est une vaine tentative du mouvement sioniste de résoudre la contradiction entre l'existence de l'Etat juif et la présence des Palestiniens. Ceux qui ont cru, comme le Hamas, pouvoir transformer l'AP « de l'intérieur », savent désormais ce qu'il en est : le problème n'était pas tant celui d'individus peu scrupuleux et enclins à la collaboration que celui d'une pseudo-autonomie qui n'est que la poursuite de l'occupation par d'autres moyens. Nombre de voix lucides en Palestine s'élèvent aujourd'hui : l'heure est la reconstruction de la résistance (création de structures militantes unitaires à la base, d'un commandement unifié de la lutte, de syndicats indépendants de l'AP, de coopératives agricoles, de comités de village...) ¹³ et non à la lutte stérile pour le contrôle d'un pseudo-appareil d'Etat prêt à signer un accord entérinant la cantonisation et voué à n'être qu'un sous-traitant des basses œuvres de l'armée israélienne, ou à être liquidé s'il ose revendiquer des droits pour les Palestiniens.

Julien Salingue*,

6 janvier 2009

**Julien Salingue est enseignant et doctorant en Science Politique à l'Université Paris 8. Ses recherches portent notamment sur les élites palestiniennes. Articles consultables sur <http://juliansalingue.over-blog.com/>*

Notes :

1 Plus de détails sur le processus de cantonisation de la Palestine dans « La fin du mythe de l'Etat palestinien indépendant » sur <http://juliansalingue.over-blog.com/article-19921618.html>

2 L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), fondée en 1964 par les régimes arabes et notamment l'Egypte de Nasser, est contrôlée par le Fatah depuis 1969. Elle regroupe principalement des représentants de l'ensemble des factions palestiniennes, à l'exception des mouvements islamiques (Hamas et Jihad). Longtemps considérée comme direction légitime du mouvement national palestinien, elle a perdu la majorité de ses attributions avec la création de l'Autorité Palestinienne en 1993-94.

3 Cf. « Retour sur... Les Accords d'Oslo » sur <http://juliansalingue.over-blog.com/article-18896867.html>

4 L'Autorité Palestinienne est entendue ici comme le proto-appareil d'Etat mis en place par les Accords d'Oslo, en charge de l'administration des « zones autonomes palestiniennes ».

5 Voir « Après les élections palestiniennes et israéliennes » sur http://juliensalingue.over-blog.com/pages/2006_avril_Apres_les_elections_palestiniennes_et_israeliennes_JS-430843.html

6 Sur la tentative de putsch, cf. « Comment les Etats-Unis ont organisé une tentative de putsch contre le Hamas » sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-19456849.html>

7 On pourra se reporter ici à « L'échec programmé du plan silence contre nourriture : où va le gouvernement de Salam Fayyad ? » sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-20129960.html>

8 Le Conseil Législatif Palestinien (CLP) a été créé par les Accords d'Oslo. Il est la représentation parlementaire des territoires occupés (Gaza et Cisjordanie), avec des pouvoirs très limités en raison du nombre élevé d'attributions présidentielles. Il a été élu une première fois en 1996 (88 députés, dont 64 membres du Fatah ou affiliés) et une seconde fois en 2006 (132 députés, dont 74 membres du Hamas et 45 membres du Fatah).

9 Voir notamment Jonathan Cook, « Israeli electioneering with bombs », *Electronic Intifada*, 30 décembre 2008, sur <http://electronicintifada.net/v2/article10074.shtml> et Neve Gordon, « What, Exactly, is Israel's Mission ? », *Couterpunch*, 29 décembre 2008, sur <http://www.couterpunch.org/gordon12292008.html>

10 Voir notamment Barak Ravid, « Shin Bet Chief : Hamas has eased its demands for truce with Israel », *Haaretz*, 4 janvier 2009, sur <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1052549.html>

11 Voir Oren Ben-Dor, « The Self-Defense of Suicide », *Couterpunch*, 1er janvier 2009, sur <http://www.couterpunch.org/dor01012009.html>

12 Voir Tobias Buck, « Abbas risks becoming biggest political casualty », *Financial Times*, 30 décembre 2008, sur <http://www.ft.com/cms/s/0/ca86af50-d69e-11dd-9bf7-000077b07658.html>

13 Voir à ce sujet la dernière partie de mon article « La situation en Palestine : exposé réalisé lors de l'Université d'été de la LCR/NPA », sur <http://juliensalingue.over-blog.com/article-22704608.html>
<http://contretemps.eu/interventions/offensive-israelienne-contre-gaza%C2%A0-mise-en-perspective>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Arrêt de la guerre contre Gaza.

Communiqué de la Fédération Nationale de la Libre Pensée

" J'ai voulu montrer ici le point de vue des Indiens, pour une fois.

Soyons justes.

Nous les avons mal traités.

C'est une véritable tache dans notre histoire. Nous les avons roulés, volés, tués, assassinés, massacrés, et, si parfois, ils tuaient un homme blanc, on leur expédiait l'armée." (John Ford à propos de son film Les Cheyennes)
La Commission Administrative Nationale de la Fédération nationale de la Libre Pensée, réunie à Paris les 10 et 11 janvier 2009, se déclare horrifiée par les scènes de guerre qui se déroulent actuellement sur la bande de Gaza.

Elle rappelle l'engagement permanent de la Libre Pensée contre les guerres et les massacres. Fidèle à l'internationalisme et aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle proclame que la guerre n'est jamais une solution pour arbitrer les conflits collectifs humains.

La Libre Pensée appelle à la cessation immédiate du conflit. Elle exige la fin des bombardements.

Quand des militaires tuent des civils, c'est un crime de guerre.

FISCHER BERNARD

Fédération nationale

dimanche 11 janvier 2009

2-2 Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage.

Israël mène depuis onze jours une guerre atroce contre une population civile avec, il faut le dire haut et fort, la complicité explicite ou tacite de nos États.

Israël déverse sans discontinuer depuis onze jours des bombes au phosphore et des missiles à l'uranium appauvri, au mépris du droit international, et sans aucune considération pour la vie des habitants de Gaza, hommes, femmes et enfants.

Ainsi, par la lâcheté de nos gouvernements qui se sont jusqu'ici bornés à quelques gesticulations diplomatiques, question de laisser à Israël le temps « d'écraser le Hamas » - autrement dit, la résistance palestinienne contre

l'occupation militaire israélienne - les victimes de cette guerre monstrueuse, dont nous ne pouvons plus supporter de voir les images horribles, meurent faute de secours.

Voilà onze jours que le personnel médical de Gaza appelle au secours en vain. Onze jours qu'il attend urgemment que la Croix rouge internationale force le passage, du côté d'Israël ou de l'Egypte, pour lui apporter une aide à l'échelle de cette immense catastrophe.

Tous ceux qui ne se laissent pas abuser par la propagande israélienne, déversée sur les écrans de télévision avec la complaisance de rédactions sans scrupules, sont bouleversés et indignés par la guerre menée par Israël contre des civils.

Une guerre qui a pour objectif de détruire leurs lieux de vie, écoles, mosquées, universités, hôpitaux, en violation du droit international en temps de guerre, et en particulier en violation de la Quatrième convention de Genève relative à la protection des civils.

Nous étions sidérés hier, 5 janvier, en entendant un chirurgien norvégien dire sur la BBC, le cœur brisé de peine, visiblement épuisé, qu'Israël avait transformé Gaza en "enfer" et qu'il "bombardait 1,5 millions de Palestiniens enfermés en cage" ; il a précisé que, contrairement à ce qu'affirme l'ONU, les tués et les blessés, arrivés à l'hôpital depuis le 27 décembre, étaient tous des civils, qu'il n'avait soigné qu'un résistant ; il a précisé aussi qu'il n'y avait que deux médecins occidentaux à Gaza et s'indignait de l'absence des agents humanitaires au moment d'une si colossale catastrophe.

Les citoyens suisses, dont le pays est dépositaire des Conventions de Genève, étaient en droit d'attendre de leur gouvernement - et en particulier de vous, Mme Calmy-Rey, en votre qualité de responsable du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) - une condamnation ferme et sans faux fuyants de cette guerre criminelle. Au lieu de cela, malheureusement, le DFAE s'est borné, dans un communiqué du 4 janvier :

à déclarer que « *les tirs de roquettes du Hamas aussi bien que l'action militaire israélienne doivent prendre fin, afin de mettre un terme aux souffrances infligées à la population civile* », et que « *l'arrêt des combats doit garantir la réouverture immédiate de tous les points de passage vers Gaza et la levée du blocus israélien, pour permettre l'acheminement rapide de l'aide humanitaire* »,

à appeler les parties « *au respect intégral du droit international humanitaire, à commencer par la protection de la population civile, l'accès aux victimes et la proportionnalité de la riposte* »,

et à protester contre l'interdiction d'entrée à Gaza signifiée à une équipe du Comité international de la Croix Rouge « *alors que toutes les conditions étaient réunies* ».

En mettant l'agressé et l'agresseur sur le même plan, le DFAE a donné une certaine impunité à Israël, un encouragement à continuer de massacrer des civils.

Le gouvernement suisse sait pourtant parfaitement qu'Israël est une puissance occupante qui défie depuis des décennies toutes les résolutions de l'ONU, qui ne respecte pas le droit international, et qui pratique l'apartheid. Il sait parfaitement que, selon le droit international, les Palestiniens ont le droit de résister contre l'occupation. Il sait que la population de Gaza, sous blocus israélien depuis près de deux ans, subit une punition collective d'un autre âge, au mépris du droit international. Il sait que le Hamas a été porté au pouvoir par un scrutin démocratique et qu'il représente légitimement la population de Gaza. Il sait que le Hamas a respecté pendant six mois la trêve, cessé les tirs de roquettes alors qu'Israël, de son côté, a rompu la trêve le 4 novembre [1] et s'est toujours refusé à ce qui devait en être la contre partie : la levée du blocus affectant l'ensemble de la population. Il sait aussi qu'il n'y a aucune commune mesure entre les quelques pertes civiles subies par les habitants d'Israël du fait des roquettes tirées sur Sderot, et les milliers de victimes civiles palestiniennes, hommes, femmes et enfants, dues aux bombardements ou aux « assassinats ciblés » israéliens, qui sont ni plus ni moins des exécutions sommaires illégales.

L'absence de courage politique et la mollesse des réactions du gouvernement dont vous faites partie, ont des conséquences meurtrières à Gaza. Les médecins qui luttent dans ses hôpitaux mal équipés pour sauver des vies, attendaient de nos gouvernements démocratiques une claire et franche condamnation des actes criminels commis par l'armée israélienne contre une population rendue exsangue par deux ans de blocus et de privations, une population ghettoïsée, privée d'eau, privée de nourriture.

Une population qui, au plus profond de sa détresse, attendait que nos responsables politiques mettent tout en œuvre pour l'arracher à l'innommable ; donc exiger la cessation immédiate des attaques de l'armée israéliennes d'occupation illégale, et exiger son retrait définitif.

Le peuple palestinien de Gaza, comme tout peuple, a droit à la sécurité, a droit à être protégé.

Nous demandons à notre gouvernement de condamner enfin, sans faux fuyants, cette guerre criminelle et d'intervenir fermement auprès de l'Etat juif d'Israël pour qu'il se retire immédiatement de Gaza et lève le blocus illégal qui l'étrangle depuis longtemps.

[1] Les médias et les diplomates, tels M. Bernard Kouchner, mentent quand ils disent que le Hamas a rompu la trêve (comme M. Sarkozy l'affirmait encore jusqu'à aujourd'hui). Ce n'est pas le Hamas qui l'a rompue mais Israël dès le 4 novembre, quand son armée a assassiné cinq militants Palestiniens à Gaza. Et en a tués sept autres dans la même période, ainsi qu'un paysan. Après ces deux attaques de l'armée israélienne, qui ont fait 13 morts en quelques jours, le 5 novembre la branche militaire du Hamas a déclaré que la trêve avait été rompue par Israël bien avant l'échéance du 19 décembre, et qu'il n'était pas tenu pour responsable.

2-3 Des réservistes israéliens mobilisés à Gaza.

Une mobilisation qui laisse penser qu'Israël entre dans une «troisième phase» avec une nouvelle vague d'assauts.

Israël a envoyé dimanche des renforts de réservistes pour ses opérations dans la bande de Gaza, après avoir évoqué une éventuelle fin de son offensive contre le Hamas dans le territoire palestinien.

Le recours aux réservistes, rapporté par les télévisions israéliennes, pourrait préluder au lancement d'une «troisième phase» dans l'offensive avec des assauts au cœur des villes et dans les camps de réfugiés, après les bombardements aériens et le déploiement de troupes au sol.

Selon les médias, le gouvernement hésitait jusqu'à présent à donner son feu vert à cette «troisième phase», synonyme d'une escalade.

La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni préconise un retrait immédiat de l'armée et un arrêt des attaques systématiques ensuite, au cas où le Hamas poursuivrait ses tirs de roquettes vers Israël. Le ministre de la Défense Ehud Barak ne souhaite pas non plus passer à la troisième phase, préconisant une trêve garantissant aussi la fin de la contrebande d'armes par des tunnels sous la frontière entre Gaza et l'Égypte.

En revanche, le Premier ministre démissionnaire Ehud Olmert est favorable à une escalade, comme le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure Yuval Diskin et le commandant de la région sud d'Israël, le général Yoav Galant, chargé de l'opération «Plomb durci», selon les télévisions.

Ces informations surviennent bien qu'Israël ait pour la première fois envisagé dimanche une fin proche à son offensive sur le territoire pauvre où s'entasse 1,5 million de Palestiniens. Olmert, qui avait ordonné vendredi la poursuite des opérations militaires à Gaza malgré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu immédiat, a annoncé que l'offensive se rapprochait «de ses objectifs».

Le vice-ministre israélien de la Défense Matan Vilnai a également estimé qu'Israël était «proche de l'arrêt des actions terrestres et de l'ensemble des opérations d'une manière générale» dans la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas.

Sur le terrain, où les bombardements se sont poursuivis dans la soirée, l'armée israélienne a effectué des incursions dans des quartiers périphériques de Gaza-ville alors que des combats faisaient rage dans le nord du territoire. L'armée israélienne a affirmé avoir visé «50 cibles» dans la journée. Plus de 30 personnes, dont plus de 10 activistes mais aussi plusieurs civils, ont été tuées par des tirs et des raids israéliens, selon des sources médicales palestiniennes.

Les tunnels visés

A Rafah (sud), l'armée a indiqué avoir bombardé 200 tunnels de contrebande creusés sous la frontière entre Gaza et l'Égypte, soit 66% de l'ensemble des souterrains. Ces bombardements ont blessé trois policiers et deux enfants côté égyptien, selon les services de sécurité égyptiens.

En dépit des attaques israéliennes, les tirs de roquettes sur Israël n'ont jamais cessé, 19 de ces engins visant dimanche des localités du sud sans faire de victime. Plus de 660 roquettes ont été tirées depuis le début de l'offensive, faisant quatre morts et touchant pour la première fois des villes à plus de 40 km de la bande de Gaza, selon Israël.

Selon un dernier bilan du chef des services d'urgence de Gaza Mouawiya Hassanein, au moins 890 Palestiniens ont été tués, dont 275 enfants, et plus de 3.800 blessés depuis le début de l'offensive le 27 décembre.

Pendant la guerre, la diplomatie continue

Les efforts diplomatiques, déployés notamment par l'Égypte, pour arracher un cessez-le-feu ont également continué. En soirée, un responsable égyptien a affirmé que les entretiens entre le chef des Renseignements Omar Souleimane et une délégation du Hamas, en visite au Caire, avaient été «positifs». Un responsable du mouvement au Liban, Ossama Hamdane, s'est montré plus prudent, jugeant qu'ils avaient permis d'obtenir «des progrès sur certains points» seulement.

Les discussions se poursuivent lundi avec le Hamas, alors qu'un haut responsable du ministère israélien de la Défense, Amos Gilad, est aussi attendu en Égypte. Le Caire a par ailleurs convoqué l'ambassadeur d'Israël pour exiger que l'État hébreu respecte les dispositions de la résolution de l'ONU sur Gaza, notamment en autorisant les «couloirs humanitaires».

A Washington, le président élu Barack Obama a déclaré qu'il mettait en place une équipe afin de disposer, dès son investiture le 20 janvier, «des meilleures personnes possibles qui pourront s'engager immédiatement dans le processus de paix au Proche-Orient dans son ensemble». Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, bête noire d'Israël et des États-Unis, a quant à lui appelé à la «coordination» politique et économique des «pays musulmans indépendants et libres» pour mettre fin à l'opération militaire «génocidaire» contre Gaza.

(Source AFP)

12 janv.

3 Annexe

3-1 Boucha Kaicer: S'INFORMER ET INFORMER C'EST RÉSISTER

De nombreux articles d'opinion méritent notre attention relativement à l'agression israélienne contre le peuple et la résistance de GAZA.

1) Gidéon Lévy journaliste israélien déclare : **LE TEMPS DES JUSTES** http://questionscritiques.free.fr/edito/haaretz/Gideon_Levy/Gaza_Israeliens_racisme_haine_090109.htm

dans Haaretz 9/1/2009

2) Michel Colon journaliste belge démystifie le Hamas et la résistance et autre sujet dans Solidaire 9/1/2009 : **Entrevue avec Michel Colon sur le Hamas et sur Gaza** <http://www.ptb.be/fr/hebdomadaire/article/article/interview-le-journaliste-michel-collon-sur-les-evenements-de-gaza.html>

3) Après les bombes à uranium appauvri, les bombes à fragmentation et les bombes au phosphore de nouvelles bombes de tuerie massive expérimentées par l'armée israélienne sur la population de GAZA : **Dense Inert Metal Explosive** Lire sur http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5319 BOMBE aux phosphores Bébé calciné attention : <http://ca.youtube.com/watch?v=rVlzdrW4D0>

4) Des juifs d'Amérique et de Grande-Bretagne appellent au DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉTAT SIONISTE: **Juifs pour le démantèlement de l'État sioniste** <http://libanresistance.blogspot.com/2009/01/lorsque-la-verite-sort-de-la-bouche-dun.html> Janvier 2009.

5) Julien Salingue met cette agression israélienne en perspective (vidéo) **Histoire de GAZA résumée et analyse** http://www.dailymotion.com/video/x7zv0e_a-propos-du-conflit-israelopalestin_news

4 Pièce Jointe

4-1 Gaza.

SALAM ALIKOUM,

Ce message est destiné à toutes les personnes de mon entourage qui n'ont pas d'avis sur la situation actuelle à Gaza : par manque d'info objective de la part de nos médias.

Lydie

A vous tous qui ne comprenez pas ce qui se passe au Moyen Orient dans la Bande de Gaza, voici quelques explications que malheureusement nos chers journalistes peinent à nous donner.....

Pour commencer, jetez un coup d'œil sur la carte de la Palestine ci-dessous :

Suite : pièce jointe

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19